la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 466 — Nouvelle série N° 165 — NOVEMBRE 1961 — PRIX : 1.50 NF

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)
Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)
Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2°)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 466 - Novembre 1961

ENTRE NOUS...

Trente-sept ans après l'exclusion du Parti Communiste de Pierre Monatte, Alfred Rosner, Victor Delagarde — alors que la « R.P. » entre bientôt dans sa trente-huitième année, Moscou vient de clore par un geste spectaculaire le cycle qui s'était ouvert à la mort de Lénine. Depuis sa naissance, la « R.P. » a suivi avec une vigilance constante l'évolution qui, sous le nom de bolchévisation, a ruiné, corrompu, dispersé l'Internationale Communiste, fille de Zimmerwald et de la Révolution d'octobre et, sous le nom de stalinisme, a mené l'Etat russe à la liquidation des révolutionnaires d'octobre, puis à la féroce dictature totalitaire. Depuis sa reparution en 1947, la « R.P. » a défini, décrit, analysé l'impérialisme réactionnaire lourd d'atrocités installé à Moscou et dominant l'Europe orientale sur les ruines du système nazi.

C'est à des hommes comme Yvon, Ciliga, Lazarevitch, Victor Serge particulièrement que nous devons une information unique dans toute la presse française sur les causes et les aspects du phénomène. Yvon, ouvrier espérantiste communiste, parti volontairement en U.R.S.S. pour participer à la construction révolutionnaire, abandonna un poste privilégié et revint en France découragé par la faillite de tout ce qu'il avait espéré. Ciliga, un des animateurs de l'Internationale fut emprisonné comme oppositionnel et baptisa l'U.R.S.S. du nom qui lui reste : le pays du grand mensonge. Lazarevitch et Victor Serge furent arrachés aux geôles soviétiques par une action menée dès 1925 et qui n'obtint la libération du dernier qu'en 1935.

Nous l'entendons encore, au banquet que nous lui offrîmes à son arrivée à Paris, déclarer : « Peut-on me citer un seul socialiste, un seul syndicaliste, un seul libertaire — connu publiquement comme tel — qui vive libre en U.R.S.S. ? ».

Quelque temps après, on pouvait ajouter « un seul communiste fidèle à l'esprit d'octobre de 1917 ». Et ce n'était plus la liberté, mais la vie de ces hérétiques qui devenait d'une rareté miraculeuse.

Tout ce qui a été dévoilé par le rapport secret de Khrouchtchev en 1956, par les interventions au dernier congrès communiste de 1961 a été publié dans la « R.P. », lorsque les crimes dénoncés s'accomplissaient. Nous ne triomphons pas. Car l'expulsion du corps de Staline du mausolée de Moscou ne suffit pas pour liquider le passé. Ce cadavre présent ne compense pas les millions de cadavres que le système a coûté. Et les victimes comptaient parmi les révolutionnaires les plus efficaces et les plus courageux.

Ce que l'on pourra pas non plus réparer — même en frappant tous les héritiers et profiteurs du stalinisme — ce sont les ruines morales provoquées par le système, l'avilissement de plusieurs générations de militants ouvriers et révolutionnaires, en U.R.S.S. d'abord, dans le monde entier ensuite.

Spontanément, de l'aveu des responsables, c'est la jeunesse russe qui se libère le plus rapidement du poids d'un passé atroce et humiliant. Ici la jeunesse ouvrière ne se garantira contre l'imposture que par une information libre et désintéressée, à la fois actuelle et rétrospective.

C'est la tâche essentielle de la « R.P. » de persévérer dans cette mission. C'est l'effort de nos amis qui doit assurer son rayonnement et son efficacité.

CHOISIR : STALINE-KHROUCHTCHEV OU LE MOUVEMENT OUVRIER

Nous n'aurions quand même pas prédit qu'un monument aux victimes de l'arbitraire stalinien serait un jour érigé à Moscou ! Il ne sera jamais assez grand... Mais le reste, tout le reste, et un peu plus encore, nous le savions et nous l'avions dit. Nous l'avions dit au milieu des clameurs d'indignation, des injures des partisans, au milieu des doutes distingués des intellectuels bon teint, au milieu des réserves prudentes des hommes d'Etat, réalistes en tous genres. Par exemple, que Lénine ait dénoncé Molotov comme le type parfait du bureaucrate, cela fait quelque trente ans que la chose est établie ! Le XXII[e] Congrès du Parti Communiste russe n'a rien révélé que ne savait déjà, non seulement tout militant honnête, mais encore tout homme non corrompu, ou non déréglé. La longue énumération que Khrouchtchev a faite, et que le Congrès a évidemment entérinée, le lourd dossier des crimes de Staline et des staliniens, sont encore incomplets. Pour la première fois cependant, dans le texte intégral du discours de Khrouchtchev, publié par « L'Humanité » du 31 octobre et que nous avons sous les yeux, les noms de Zinoviev et de Kamenev réapparaissent, et ce n'est plus tout à fait pour les couvrir d'immondices. Mais le dossier n'est pas clos. Les rédacteurs de « L'Huma » et les officiers et sous-officiers, à tous les échelons du parti français, feraient bien d'y prendre garde.

Il n'est quand même pas mauvais — malgré le dégoût qu'on en ressent — de lire un peu, dans le texte, les prétendues « révélations » de Khrouchtchev (évidemment pur de toute complicité). Nous savions que l'assassinat de Kirov, dirigeant communiste de Léningrad, avait servi de prétexte à la liquidation de la vieille garde bolchevique. Nous soupçonnions que le crime avait été commis par ceux à qui il profitait. Khrouchtchev pénètre dans les détours sanglants du sérail. Cela ressemble aux sombres complots qui se tramaient chez les papes. Staline et son entourage ont armé la main de l'exécuteur et ils ont fait disparaître les témoins et les comparses. Ici, disparaître veut dire : tuer. Khrouchtchev met en valeur quelques cas qui lui semblent plus caractéristiques parmi une foule d'autres : l'exécution de Toukhatchevski dont l'ineffable président Bénès — le malheureux ! — croyait plus tard avoir fourni à Staline une preuve de la trahison (il avait fait passer à Staline un document issu de Staline, et qui lui était venu via Berlin !) ; la mise à mort — sans aucune raison avouable — du propre beau-frère du dictateur ; la liquidation de Serge Ordjonikidzé, vieux « copain » du tyran. Le frère de Ordjonikidzé fut fusillé par la même occasion. Khrouchtchev, qui nous « révèle » toutes ces belles choses (« l'Humanité » du 31 octobre 1961), nous assure en même temps qu'il croyait alors à la mort naturelle du vieux bolchevik géorgien. On peut bien mettre ça à l'actif de son bilan personnel. Le passif est assez lourd.

Au fait, de Staline lui-même, Khrouchtchev peut-il jurer que la mort fut « naturelle » ?

Quant aux aveux, ces fameux aveux qui suffisaient aux tristes valets de plume de « L'Humanité », le numéro 1 de l'U.R.S.S. entend ne rien nous laisser ignorer des délicates façons dont on les obtenait. Ces « révolutionnaires » n'ont absolument rien inventé. Un dernier détail, parce qu'il faut bien sortir de cette honte : « *Staline pouvait dévisager un camarade avec lequel il siégeait à une même table et lui dire : Vous avez aujourd'hui le regard fuyant. Et après cela on pouvait déjà considérer que le camarade dont le regard s'était mis à être fuyant était suspect* ». (Khrouchtchev - Texte intégral - « L'Humanité « du 31-10.) Après cela, le même Khrouchtchev prétend déchaîner notre indignation en révélant que son ex-complice Enver Hodja, le satrape albanais, a fait mettre à mort une femme enceinte ! Jamais le tsar, s'écrie Khrouchtchev, n'a fait fusiller une femme enceinte ! Parmi les milliers (les millions ?) de victimes de son ancien maître Staline, peut-il jurer qu'il n'y a jamais eu une femme enceinte ?

RIEN DE COMMUN AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER

Nous en savons assez pour poser la question : que peut-il bien y avoir de commun entre tout cela et le mouvement ouvrier, mouvement qui, dans notre époque, est à la fois l'espoir et l'agent du progrès social et humain ? Khrouchtchev nous dit : « *Le XXII[e] Congrès peut être appelé à juste titre le Congrès de l'unité monolithique du parti léniniste, de l'unanimité complète et de la cohésion.* » Mais, tous les congrès antérieurs, ceux qui encensaient le tyran, qui insultaient ses victimes, tous ces congrès n'étaient pas moins monolithiques, unanimes et déclarés « léninistes ». « *Les partis marxistes-léninistes*, poursuit Khrouchtchev, *se distinguent des autres partis politiques par le fait que les communistes dévoilent impitoyablement les insuffisances et les défauts dans leur travail et y remédient courageusement. La critique, même la plus aiguë, contribue à notre évolution. C'est le signe de la force du parti communiste, le témoignage de sa foi inébranlable en sa cause.* » Seulement, ce même parti « marxiste-léniniste » a non seulement toléré, pendant plus d'un quart de siècle, les crimes odieux dont Khrouchtchev lui-même nous donne un premier aperçu, mais il les a sanctifiés et présentés comme des titres de gloire. Non seulement, nous n'avons jamais entrevu « la critique la plus aiguë », mais même pas la moins aiguë, la plus timide observation d'un congressiste de l'époque, par exemple de Khrouchtchev, qui n'est pas né de la dernière pluie. Il a raison : un parti comme celui-là ne ressemble à aucun autre !

Non, rien de commun entre cette corruption et le mouvement ouvrier international ! Certes, beaucoup de bons militants de la classe ouvrière ont été attirés par la révolution russe et son « efficacité ». Plusieurs d'entre nous ne renient pas une adhésion au parti communiste, antérieure à la contre-révolution stalinienne qui ne les a pas, ou peu, éclaboussés. Ils y ont appris beaucoup de choses, et d'abord ce qu'il ne fallait jamais faire. La confusion entretenue — par les intellectuels surtout — entre la réaction stalinienne et post-stalinienne, et le mouvement ouvrier international, est une terrible hypothèque.

Précisons d'ailleurs que les fondateurs de « la Révolution prolétarienne » ont rompu avec le parti communiste dès l'apparition des premiers symptômes du stalinisme. Combattre ces premiers signes fut une des raisons de la création de cette revue.

Oui, mais maintenant... maintenant, nous dira-t-on, tout est changé. Grâce à Khrouchtchev, hier encore exécuteur des basses œuvres du tyran, le stalinisme est une vieille chose et la révolution reprend son cours.

Tout montre, au contraire, que rien n'est changé. La « cohésion », « l'unanimité », le « monolithisme » (Khrouchtchev dixit) continuent. Il est possible qu'on n'emploie plus — pour le moment — les méthodes les plus abominables de l'ex-dictateur divinisé. La corruption est maintenant irréversible.

Camarades communistes (il y a encore beaucoup de communistes que nous pouvons appeler camarades), vous n'êtes pas au bout de vos tourments. Déjà, vous en voyez se dessiner à nouveau. Soyez assurés que, dans la même voie, il y en aura d'autres. Faut-il donc exclure toute possibilité d'une évolution progressive, au vrai sens du mot, de la Russie post-stalinienne ? Si ces signes se manifestent un jour, ce sera par un retour à l'action ouvrière directe, aux méthodes fraternelles et libertaires du mouvement ouvrier. Alors, n'attendons pas et revenons-y tout de suite !

Voyez la délégation qui vous « représentait » à ce XXII[e] Congrès, triomphal comme les précédents ! Elle était dirigée par Thorez qui, il n'y a pas longtemps, se glorifiait du titre de « meilleur stalinien français ». Ouvrier dans sa jeunesse, et non dénué de remarquables qualités, il est devenu ce qu'il est, c'est-à-dire un « chef » sans contrôle, dévoyé par la vanité, la flagornerie et l'infaillibilité pontificale. Voyez Cogniot, brillant sujet de l'université bourgeoise : en 1937, au moment des tragi-comédies des grands procès de l'ère stalinienne, il était à Moscou comme envoyé spécial de « L'Humanité », et il crachait sur les malheureux, tous authentiques révolutionnaires, que les procédés, aujourd'hui dénoncés par ses nouveaux maîtres, avaient réduits à l'aveu.

« Une décision logique » écrit Courtade, autre intellectuel, en commentant l'expulsion de la dépouille du tyran de son mausolée dérisoire. Du temps où Staline régnait encore, le même intellectuel, démontrait « par une analyse marxiste », disait-il, que Tito était un fasciste ! Courtade ferait bien d'ailleurs de se méfier : il parle encore des « mérites » de Staline, des « exploits historiques » auxquels son nom demeure attaché. Il n'a pas encore bu toute la coupe d'amertume !

Voulez-vous continuer ce jeu lamentable qui ne peut déboucher sur aucun avenir exaltant, ou voulez-vous enfin en revenir au mouvement ouvrier ?

OU EST L'ACTION ?

Beaucoup de travailleurs, tourmentés de cas de conscience (ce sont surtout les membres du parti, car les sympathisants sont moins engagés, et moins encore les votants), beaucoup de militants désabusés, ou en passe de l'être, disent souvent : quelle action proposez-vous en dehors de celle-là ? Il faut d'abord répondre : commencez déjà par ne pas faire ce que vous faites. Vous vous en trouverez mieux et — ayant abandonné une boussole désorientée — vous vous dirigerez mieux. Et puis, vous regarderez autour de vous, et vous verrez l'action ouvrière. Ces dernières semaines, vous avez vu les chemins de fer s'arrêter, les transports parisiens disparaître de la circulation, le gaz et l'électricité être coupés pendant plusieurs heures. Oh ! Nous savons ce que vous allez dire : cela, c'est grâce à la C.G.T., dirigée par les communistes. Nous vous répondrons : croyez-vous que la C.G.T., dirigée effectivement par les communistes — et qui en est affaiblie, et non renforcée — croyez-vous que la C.G.T. seule aurait pu réaliser une action aussi ample et aussi efficace ? Vous savez bien que non. C'est donc la preuve qu'il existe un mouvement ouvrier indépendant, que les communistes « utilisent » parfois — ils n'ont même pas d'autre but que de « l'utiliser » — mais qui existe en dehors d'eux et, quelquefois même, contre eux.

Nous venons de parler d' « efficacité ». Voilà une notion qui a noyé les idées les plus simples. Il faut d'abord se demander de quelle efficacité il s'agit, car Staline, incontestablement, était d'une remarquable efficacité. Il avait derrière lui l'expérience séculaire de tyrans non moins efficaces. Ce qui nous intéresse, c'est l'efficacité ouvrière, celle qui augmente le bien-être et la liberté des plus nombreux qui sont en bas de la pyramide sociale. Eh bien ! De ce point de vue, nous acceptons la comparaison. Prenons-la depuis quarante ans si vous voulez, et voyons où le bien-être et la liberté des travailleurs ont le plus augmenté pendant cette période. La réponse n'est pas douteuse : c'est là où existait un mouvement ouvrier indépendant, des syndicats actifs se déterminant par eux-mêmes. L'efficacité du syndicalisme est démontrée par les faits. Les chefs staliniens le savent bien. Ils font tout pour déconsidérer les dirigeants syndicaux qui n'obéissent pas à leurs ordres. Surtout si ces dirigeants sont actifs, indépendants et efficaces.

Maurice Thorez a été à peu près le seul à défendre jusqu'au bout la théorie typiquement stalinienne et proprement anti-marxiste de la « paupérisation » absolue du prolétariat, contraire à la fois aux faits et au mouvement ouvrier.

Sommes-nous donc « réformistes » ? Non ! nous sommes pour les réformes. Seul celui qui n'a jamais travaillé vraiment dans le mouvement ouvrier réel, croit qu'elles s'opposent à la révolution (la révolution ouvrière s'entend). Nous ne parlons pas de prise de pouvoir. Ce n'est pas que la question ne mérite pas d'être débattue. Chacun, pour son compte, peut estimer devoir adhérer à un parti ou à une formation politique. Mais la grande expérience de tous, particulièrement celle qui ressort de la révolution russe, c'est que, plus encore après qu'avant la prise du pouvoir par une minorité organisée, les syndicats indépendants sont indispensables pour garantir les intérêts des travailleurs. Sans eux, il ne peut être question de révolution ouvrière.

DANS LE MOUVEMENT OUVRIER REEL

Le devoir de tout travailleur ne fait pas de doute : il doit être syndiqué et militer activement dans son syndicat. Quel syndicat ? Quand il y a le choix, celui qui lui semble le plus propre à sauvegarder son indépendance, à éviter la corruption dite communiste, à lutter, par conséquent, avec efficacité. Cela ne veut certainement pas dire que tout est pour le mieux dans le meilleur des syndicalismes. Et que la tâche est terminée quand la carte est prise. C'est le contraire qui est vrai. On peut voter pour ou contre le rapport d'activité de son syndicat. Et si l'on vote pour, cela ne signifie pas encore qu'on partage les opinions du secrétaire. Encore une fois, il suffit seulement de regarder les faits pour constater qu'actuellement, la seule force d'opposition au pouvoir gaulliste, la seule qui « agisse » comme telle, est le mouvement syndical. Il est même le seul à qui l'on pense vraiment à faire appel pour briser un coup de force militaire et fasciste.

Il existe des « purs » qui n'en veulent pas entendre parler. Ils ne font rien de mieux que lui. Mais ils disent qu'il est « intégré » dans l'Etat. Eh bien ! ce n'est pas vrai. Encore une fois, il suffit d'avoir les yeux ouverts pour s'en rendre compte. Bien entendu, la menace d'intégration dans l'Etat est permanente, et il faut sans cesse lutter contre elle. Mais dire que les syndicats sont dès maintenant « intégrés », c'est aller à l'encontre des faits les plus évidents. Posons même franchement la question : les syndicats en France sont-ils, aujourd'hui, plus ou moins intégrés qu'ils ne l'étaient immédiatement après la guerre, au beau temps du tripartisme ? La réponse ne fait pas de doute : ils le sont moins. Et la C.G.T. — la tête au moins de l'organisation — fait encore la preuve aujourd'hui qu'elle est beaucoup plus « intégrée » à un Etat que les autres centrales, où il ne s'agit que de tendances à combattre. Il en est qui opposent les « conseils ouvriers » aux syndicats. Peut-être confondent-ils des organismes qui répondent à une circonstance déterminée, à un soulèvement de masse, avec des organisations qui représentent le mouvement permanent et qui sont nécessaires justement parce que les masses ne se soulèvent pas tous les jours et que, tous les jours, il faut défendre leur bien-être et leur liberté.

Cette adhésion au syndicat ne signifie pas, pour les militants, l'interdiction de se retrouver, par affinité, pour étudier un problème réel du mouvement syndical et l'appréhender autrement que théoriquement, pour rendre plus ardente et plus efficace l'activité syndicale, pour améliorer la démocratie ouvrière, pour élever le niveau doctrinal et le niveau moral du syndicalisme. Ils ont le droit de le faire quand ils sont dans le mouvement tel qu'il est.

C'est à tout cela que vous convie « La Révolution Prolétarienne », contre l'illusion et la corruption stalino-khrouchtchevienne, pour la participation au mouvement ouvrier réel, pour la formation et le développement par la vie même de ce mouvement, d'une nouvelle synthèse révolutionnaire. L'extension de l'influence de notre Revue et des idées que nous y défendons serait un des signes de ce renouveau syndicaliste.

LE NOYAU.

Nous avons l'intention de publier ce texte sous forme de tract-manifeste. Les lecteurs pourraient-ils nous dire ce qu'ils en pensent ? Dans le cas où ils approuveraient cette initiative, qu'ils nous disent combien d'exemplaires ils estiment pouvoir diffuser ?

Une relève qu'il nous faut assurer

Par un arrêté paru au Journal Officiel des 2 et 3 novembre 1961, signé par le ministre de l'Intérieur, les organes de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne en exil (Solidaridad Obrera, C.N.T., España Libre) et du Parti Socialiste Ouvrier espagnol (El Socialista) ont été interdits.

C'est un coup direct, porté par les autorités françaises, contre l'émigration antifranquiste. C'est une aide ouverte au régime franquiste.

Depuis 1945, aucun gouvernement, de droite ou de gauche, n'avait osé pénaliser le mouvement ouvrier espagnol exilé de cette façon brutale et publique, n'avait osé frapper l'antifascisme espagnol. Il y avait eu, certes, des brimades administratives, des vexations, des pressions, des arrestations. Il n'y avait jamais eu d'attaque frontale.

La « sécurité intérieure » — ou extérieure — de l'Etat exige-t-elle ou justifie-t-elle cette mesure ? Même avec beaucoup d'imagination il est impossible de le croire. Les travailleurs espagnols antifranquistes résidant en France ne sont jamais intervenus dans la politique intérieure française, si ce n'est pour offrir leurs services quand la République était en danger. Agissent-ils comme représentants ou instruments d'un Etat ennemi ? De toute évidence, non, et l'immense majorité des Espagnols antifranquistes sont de filiation anarcho-syndicaliste ou socialiste, comme en témoigne l'orientation même des hebdomadaires publiés jusqu'à hier en France et aujourd'hui interdits.

Une seule explication demeure : celle de l'accord entre l'Intérieur français et les services de police franquistes.

Il est bien évident que les travailleurs espagnols sont mal placés pour réagir, protester, ou mener campagne pour le retrait de l'arrêté. Parce que, précisément, ils sont exilés et n'ont aucun Etat pour les soutenir.

Le seul appui dont ils puissent disposer c'est celui du mouvement ouvrier français. Avouons que jusqu'à présent les manifestations de solidarité et les cris de protestation sont rares. La presse n'en a pas parlé. Le Parti socialiste a publié un communiqué. « Force Ouvrière » prend position. C'est peu. C'est trop peu.

Pour renverser la situation, il faudrait un courant de fond, une pression générale. Car il s'agit non seulement d'obtenir que la presse antifranquiste de langue espagnole soit à nouveau autorisée, mais aussi de briser l'alliance entre Paris et Madrid, et encore de faire entrer les organisations ouvrières libres dans le combat contre le régime dictatorial espagnol.

Il y a quelques semaines, sept catholiques basques, intellectuels et ouvriers, étaient condamnés à Madrid par un tribunal militaire à des peines de 5, 12 et 15 ans de prison. Plus de trente autres, après avoir été torturés, se trouvent dans l'attente d'un jugement éclair dans la prison de Carabanchel.

En France, la presse franquiste et les journaux de propagande des services diplomatiques espagnols circulent, sont vendus ou distribués.

Il nous apparaît donc de notre devoir, et de celui de tous les militants, de réagir efficacement, si nous ne voulons pas porter une lourde part de responsabilité dans le prolongement de la tragédie espagnole.

C'est pourquoi nous proposons :

— de provoquer la mobilisation de toutes les organisations syndicales libres pour obtenir l'abrogation de l'arrêté interdisant la presse antifranquiste ;

— de prendre l'initiative de remplacer les journaux antifranquistes édités par des militants espagnols, par des journaux antifranquistes de langue espagnole, sous la gérance et avec la collaboration de militants français ;

— d'engager tous les militants à se mettre à la disposition de la cause antifranquiste pour toutes les tâches que, légalement, les militants espagnols ne peuvent plus assurer.

A tous, nous demandons de signer le présent appel, de le reproduire, de le faire circuler, et de nous renvoyer les copies avec noms et adresses.

L'UNION DES SYNDICALISTES.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

L'intendance n'a pas suivi....

« L'agitation aura de quoi s'entretenir au cours de cet automne. Quant à la fermeté que lui opposera le gouvernement, on sait qu'elle dépendra en premier lieu de la résistance et de l'action ouvrières qu'il trouvera en face de lui. » Voilà ce que nous écrivions ici même dans le numéro de septembre. L'événement est venu confirmer et accentuer la prévision facile du climat social de l'automne.

Grève générale de vingt-quatre heures des chemins de fer et des transports parisiens ; grèves répétées et non moins suivies des travailleurs de l'électricité et du gaz ; multiples mouvements partiels dans l'industrie privée ; une unité d'action qui se réalise quasi spontanément pour des buts précis et limités, sans corruption des principes ; un gouvernement réduit au « repli élastique » ; tous les traits d'une lutte de classe consciente qui prouve tranquillement qu'il n'est pas vrai que la classe ouvrière soit désarmée, que « le rapport des forces » n'est pas une donnée, mais une variable que l'action modifie en faveur de ceux qui agissent.

Le gouvernement du Prince, « l'exécutif fort », est quelque peu désemparé. C'est le grand jeu syndical. Et voici revenues les pratiques gouvernementales en honneur au temps si décrié de la Quatrième République... et que nous retrouverons, inchangées, quand la Sixième République nous éclairera de ses premiers rayons : action, au jour le jour, sur les prix, en opposant, à la montée des eaux, des barrages dérisoires ; freinage des salaires, de ces salaires qui augmentent « de trop » ; surtout, manipulation astucieuse de l'indice, instrument de mesure construit pour être faux et auquel on fait subir les pires outrages. Gouverner, c'est truquer les indices (et pas seulement ceux de l'intendance).

Voici revenue en même temps la bonne vieille discussion sur les salaires et les prix que l'on mène avec juste ce qu'il faut de mauvaise foi. On ne saurait manquer de rencontrer ici M. Raymond Aron. Celui-ci est un brillant professeur de sociologie qui écrit brillamment de tout. Sociologie, mais aussi politique extérieure, stratégie mondiale, économie. Un peu trop brillamment, et un peu trop de tout. J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'il nous donnait souvent beaucoup de satisfaction intellectuelle. Mais aucune sur cette question. Il crie contre l'augmentation des salaires comme sur le baudet de la fable. « Où est le danger ? » écrit-il dans « Le Figaro » du 3 novembre. « *Le mouvement des salaires, autant qu'on en puisse juger, a été plus rapide qu'on ne l'escomptait. Le premier ministre avait fixé comme objectif un taux de 4 %. En fait, la masse des salaires dans l'industrie privée augmentera dans l'année, semble-t-il de 8 à 10 %... Inévitablement, les salaires, soit du secteur public, soit des services, suivent, avec retard, la progression des rémunérations industrielles. L'économie française est-elle capable d'absorber, sans hausse substantielle des prix, un tel accroissement du pouvoir d'achat distribué ?* »

C'est donc l'accroissement des salaires qui est la cause de « la hausse substantielle des prix », et non l'inverse. M. Raymond Aron ne voit pas d'autre cause possible d'inflation. Mais vous voyez aussitôt, comme moi-même, la faille dans le raisonnement de notre économiste. Dans la première partie de son paragraphe, il parle de l'augmentation des salaires, de l'augmentation nominale des salaires. Dans la seconde partie, il parle d'accroissement du « pouvoir d'achat ». C'est un tour de passe-passe. Ce n'est pas parce que les salaires augmentent que le pouvoir d'achat en fait autant. Tout dépend de ce qu'ont fait les prix, avant.

Dans une situation de prix stables, l'augmentation générale des salaires peut, dans certains cas et en certains secteurs, provoquer, au moins momentanément, une hausse des prix. Il faudrait d'abord savoir sur quelles marchandises va porter la demande accrue. Mais il s'agit alors d'une augmentation du salaire réel, c'est-à-dire du pouvoir d'achat. M. Raymond Aron apporte son éminente contribution à l'entretien d'une confusion qui ne résiste cependant pas au premier examen.

La hausse des salaires nominaux est l'effet et non la cause de l'inflation. Mais alors, d'où vient-elle cette malicieuse inflation, ce mal que le gouvernement de César s'enorgueillissait d'avoir maîtrisé ? Il suffit de consulter le chapitre des avances de la Banque de France à l'Etat. Notre ami Robert Louzon ne manque jamais de consulter ce baromètre. Or, il a constaté depuis le début de cette année un invraisemblable gonflement de ces avances, c'est-à-dire une fabrication de monnaie sur un rythme endiablé. Ce qui est stupéfiant, c'est qu'aucun économiste — aucun économiste distingué, bien entendu — n'ait voulu regarder de ce côté-là. Sans doute, ce n'est pas la même chose de faire de la monnaie quand les caisses sont vides, et d'en fabriquer quand s'accroissent les réserves en or ou en devises valant de l'or. Mais l'accélération enregistrée, à deux reprises ici par Robert Louzon, est telle qu'elle ne correspond certainement pas à l'accroissement des réserves. Il y a bel et bien fabrication de fausse monnaie, vieille méthode aussi, dont les résultats ne se font pas attendre.

Pourquoi cette fausse monnaie, cette inflation qui n'a rien de « salariale » ? Pour payer d'énormes dépenses improductives, celles de la guerre d'Algérie d'abord, puis les investissements de prestige. Tout investissement à trop long terme de rentabilité est source d'inflation. Mais qu'est-ce quand il s'agit d'un investissement à fonds perdus !

Nous voici en dehors du domaine de l'intendance. J'ai écrit que l'intendance n'avait pas suivi. Ce n'est pas tout à fait exact. L'intendance est à l'image de la politique suivie. Cela fait trois ans que César est là, au pouvoir, et un pouvoir discrétionnaire. Trois ans que la guerre d'Algérie continue. Elle pourrit au milieu des pires exactions, des hontes du racisme. César bat la campagne pour en sortir. Son armée ne « veut » pas quitter l'Algérie. Sa police est travaillée par une dissidence sourde. Son entourage même n'est pas sûr. Seules, les organisations syndicales, dans la mesure où elles échappent à la corruption des pouvoirs et des partis, dressent le barrage contre les atteintes au niveau de vie des travailleurs, et pour la défense des libertés pour tous. Ce barrage restera solide si les syndicats se gardent à la fois des sollicitations du pouvoir en place, comme des appels du pouvoir de remplacement... Ils sont la seule opposition réelle. En aucun cas, ils ne doivent jouer le rôle de « force d'appoint ».

Mais que fait donc le M.S.U.D. ?

On est surpris de ne pas entendre parler du M.S.U.D. dans une situation comme celle-là. J'en-

tends bien qu'il ne peut, ni ne veut se substituer aux centrales. Mais enfin il est beaucoup question d'unité d'action et d'unité tout court. Et si le M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) ne dit rien quand tout le monde écoute, personne ne croira qu'il existe. Pourtant, n'est-ce pas le moment de rappeler les conditions d'un syndicalisme unifié ?

L'unité d'action, ou plutôt la conjonction des forces syndicales, qui se réalise, est une chose nécessaire. Elle n'implique nullement que les partenaires soient d'accord sur d'autres buts que ceux qui sont immédiatement poursuivis. Vous pouvez vous accorder pour défendre le droit de grève, menacé aujourd'hui ; cela ne veut pas dire que vous vous accorderez demain pour le supprimer en fait, quand le gouvernement sera supposé meilleur. Vous pouvez vous accorder pour renverser la Bastille ; cela n'implique pas que vous serez ensemble demain pour en reconstruire une autre. Le tout est d'être conscient de ce qu'on fait, de savoir pourquoi on marche ensemble aujourd'hui, pourquoi on refuse de le faire demain.

L'hebdomadaire « France-Observateur » écrit dans son numéro du 26 octobre : « *Chez les cheminots, C.F.T.C. et Force Ouvrière donnent l'ordre de grève pour jeudi ; la C.G.T. s'y rallie.* » Si c'est ainsi que ça s'est passé, c'est très bien.

Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.T.C., parle de « désengagement » par rapport à la C.G.T. Et Albert Detraz, considéré comme le leader de la « gauche » de la confédération chrétienne, l'approuve. Cela n'est nullement contradictoire avec l'unité d'action sur des points déterminés. Ici, nous dirons que cela va mieux ainsi. Et, effectivement, cela va mieux, comme on peut le constater dans les faits. Albert Detraz écrit dans « Syndicalisme » du 28 octobre : « *La difficulté majeure de l'unité d'action est qu'elle doit concilier l'exigence de solidarité syndicaliste avec le respect de l'indépendance du mouvement ouvrier, indépendance tant à l'égard de la réaction bourgeoise que de la déviation totalitaire du mouvement syndical que constituent le parti communiste et son satellite, la C.G.T.* » Nous n'avons rien de mieux à dire.

Par opposition, et pour achever de jeter une lumière non équivoque sur les objectifs des uns et des autres, lisons ce qu'écrit André Berthelot, dans « La Vie Ouvrière », organe de la C.G.T. malheureux rejeton d'une « Vie Ouvrière » dont nous défendons ici l'esprit vigoureux : « *Dans cette conjoncture, le syndicalisme peut et doit jouer un rôle à la mesure de son influence. C'est dans ce but que la Commission administrative de la C.G.T. vient de s'adresser une nouvelle fois aux autres centrales syndicales, à la F.E.N. autonome et à l'U.N.E.F. pour la constitution d'un « Front syndical commun » ayant pour objectif : la mise hors d'état de nuire des factieux; la négociation de la paix en Algérie sur la base d'une autodétermination loyale et sincère; le rassemblement de toutes les forces de progrès et de paix en vue de jeter les bases du renouveau démocratique dont notre pays a le plus urgent besoin.* »

Vous voyez tout de suite que ce « Front syndical commun » est un bloc enfariné. Quelles sont donc ces « forces de progrès et de paix », quel est ce « renouveau démocratique » ? Nous pouvons une fois de plus juger de la différence qui éclate entre le mouvement ouvrier réel et la corruption pitoyable de ce mouvement par des forces qui n'ont rien à voir avec lui.

Il est bien que les réalités, que la vérité s'éclairent et se précisent au feu même de l'action ouvrière.

Avant le Congrès confédéral de « Force Ouvrière »

C'est dans cette situation que va s'ouvrir dans quelques jours le Congrès national de la C.G.T.-Force Ouvrière. Je n'ai pas besoin de dire qu'il retiendra toute notre attention, que nous suivrons ses débats et que nous en rendrons compte dans ces colonnes. Les discussions sur les principes, sur l'orientation, sur l'unité d'action ne manqueront pas d'y être très vives.

« Force Ouvrière » est victime d'une prévention savamment entretenue par les staliniens d'hier et d'aujourd'hui. Il faut dire que l'orientation que lui impriment la majorité de ses dirigeants n'arrange pas les choses. Elle n'en est pas moins une force de résistance à la réaction et au totalitarisme. A l'intérieur, des courants de pensée et d'action existent et s'expriment qui sont très près de ce que nous représentons nous-mêmes. Le congrès de la Fédération F.O. des Produits chimiques, dont nous rendons compte d'autre part et qui a réélu comme secrétaire général notre camarade Maurice Labi, a fait la preuve qu'on pouvait être une organisation dynamique, gagner en influence et en effectifs, en ne laissant pas de côté la critique nécessaire de l'orientation confédérale.

Le bureau confédéral présente à ce congrès un projet de « plan de progrès et de justice sociale ». Nous en reparlerons. On va certainement discuter de son contenu, mais aussi de son principe et de son opportunité. Mais il n'est sans doute pas mauvais qu'un plan ouvrier — pourvu qu'il le soit intégralement — soit opposé au plan des monopoles et des technocrates.

Comme contribution à cette discussion, il n'est pas mauvais non plus de lire l'article du camarade Daniel Renard dans « Force Ouvrière » du 25 octobre. Daniel Renard, ouvrier métallurgiste, est connu de la plupart d'entre nous parce que nous l'avons plusieurs fois rencontré dans « le milieu » que nous hantons. Il est actuellement secrétaire du syndicat F.O. des Métaux-Paris-Nord. Voici un paragraphe de son article :

« *Cette organisation* (la C.G.T.) *a la double caractéristique d'être inféodée au P.C.F. d'une part, et d'autre part de jouer — avec beaucoup de virtuosité, reconnaissons-le — les opposants de sa majesté. Et ce n'est pas encore l'un des moindres paradoxes de cette situation que de voir la C.G.T. bénéficier de la confiance d'une grande partie des travailleurs pour une opposition au régime... qu'elle ne pratique pas dans les faits. Certains camarades ont pensé que le problème de l'unité d'action était une question-clé permettant de tout résoudre. En réalité, pour aussi importante que soit cette question, nous lui nions toute vertu magique. L'unité d'action ne peut avoir qu'un aspect tactique. Bien plus important à nos yeux est de savoir l'attitude et l'orientation que nous préconisons face aux besoins des travailleurs et à ce régime qui les oppriment. Et, par-delà cela, il y a la confiance de millions de travailleurs à gagner, l'organisation de plusieurs centaines de milliers d'entre eux à faire.* »

⁂

En marge du congrès F.O., nous devons signaler la curieuse attitude du journal « L'Express ». Quand je dis curieuse, c'est une simple façon de parler, car la position de cet hebdomadaire commence à ne plus être curieuse du tout. Sous le titre : « M. Bothereau prépare un cartel », le dit hebdomadaire écrit, dans son numéro du 26 octobre :

« *M. Bothereau, secrétaire général de Force Ouvrière, est actuellement en train de jeter les bases d'un cartel syndicaliste libre. Ce cartel réunirait les membres des syndicats indépendants, ceux de*

l'action ouvrière de l'U.N.R. et les éléments gaullistes susceptibles de se détacher d'autres centrales syndicales. Le général de Gaulle, auquel M. Bothereau a exposé son projet, lui a promis son appui.»

Avouez que si c'était vrai, voilà une excellente base de discussion pour le prochain congrès confédéral ! Le malheur, c'est que ces affirmations, ou ces insinuations, ne reposent probablement sur rien. Force Ouvrière répond le 1er novembre sous le titre « Faux et usage de faux ». Elle publie la lettre que Bothereau a envoyée à la rédaction de « L'Express » :

« *J'ai l'honneur de vous signaler que l'information me mettant en cause dans votre numéro du 26 octobre constitue en trois phrases une série de trois mensonges. Et je plains les lecteurs d'un journal dont, après cela, j'ai le droit de penser qu'aucune autre de ses informations ne contient la moindre parcelle de vérité. Je n'aurais donc pas pris la peine de vous écrire si, au travers de ma personne, vous n'attentiez à la Confédération Ouvrière. Oserez-vous publier le présent démenti ?* »

Depuis un certain temps déjà, « L'Express » n'arrive plus à dissimuler la qualité très spéciale de ses inspirateurs. Il s'agit — on l'a compris — de participer à la campagne de déconsidération des militants syndicalistes non inféodés. Pour en finir avec le délicat journal de M. J.-J. Servan-Schreiber, nous pouvons également méditer — la méditation n'a pas besoin d'être très longue — sur un passage de l'article de Mme Françoise Giroud, dans le numéro du 2 novembre. Mme Françoise Giroud, journaliste talentueuse, avait quitté un moment cette honorable maison. Elle y est revenue pour écrire ceci :

« *Si la fin justifie les moyens, Staline était à sa place, embaumé, encensé, honoré, dans les profondeurs glacées du mausolée de la Place Rouge, dans le sarcophage de verre où un étrange sourire plissait ses yeux clos, où la vie semblait encore irriguer ses mains fortes. Des mains de fer. Des mains qui ont su serrer la vieille Russie indolente et romantique à la gorge pour en faire jaillir en même temps que des flots de sang, les tonnes d'acier et les universités. Qui donc aurait fait plus et plus vite ?* »

Remarquez que Mme Françoise Giroud n'écrit pas : « Qui donc aurait fait mieux ? ». Mais, visiblement, elle a de la tendresse pour « les mains de fer ». Mme Françoise Giroud ne va pas au fond du problème : combien de tonnes de sang vaut une tonne d'acier, ou une université ? Comment se fait-il que ces « flots de sang » n'aient pas fertilisé la terre russe, puisque, selon les « révélations » de Khrouchtchev, le tyran a laissé l'agriculture dans un état lamentable ? Mme Françoise Giroud n'a pas fini d'en apprendre de belles sur son héros aux mains de fer. Qu'elle écoute seulement les échos prochains !

Il ne fait pas de doute cependant que « L'Express » est très sensible aux échos qui viennent de ce côté-là. « Express » ou « Orient-Express » ?

R. GUILLORE.

METTRE LES RÉGIMES DE RETRAITE AU SERVICE DES VIEUX

Notre ami Patat a parlé plusieurs fois, ici, de la mise en place récente des Caisses de chômage, les ASSEDIC, et des Caisses de retraite, l'UNIRS en particulier. Ce qu'il en a dit me parait vrai : c'est l'aspect positif de ces réalisations. Grâce à ces caisses, les vieux et les chômeurs reçoivent une aide extrêmement précieuse, et ce sera une des gloires des militants Force Ouvrière d'avoir été parmi les meilleurs réalisateurs de ces caisses.

Mais Patat me semble avoir oublié l'aspect négatif de la constitution de ces caisses. Encore que les promoteurs ouvriers de l'opération ne sont en rien coupables, ayant dû, pour un plus grand bien, passer par les fourches caudines du patronat et du gouvernement, il n'en reste pas moins que subsiste un véritable scandale. L'heure est maintenant venue de le dénoncer et de l'abolir : l'argent des vieux et des chômeurs vole aujourd'hui au secours des financiers. Il est temps qu'il réintègre son véritable usage.

QUI GERE LES RESERVES ?

Parler des Caisses de Prévoyance, c'est parler de réserves importantes. Il faut de l'argent en banque pour pouvoir faire face aux risques à couvrir dans les années à venir.

A partir de ce principe, deux questions nous paraissent capitales à poser : Qui gérera ces réserves ? Et quelle importance faut-il leur donner ? Exprimons ces questions d'une autre manière. A qui appartiendra d'abord le pouvoir financier ? Comment, d'autre part, sagement user de cet argent, ne pas gaspiller sous prétexte de nécessités immédiates, ne pas thésauriser sous prétexte de prévisions nécessaires.

Il y a maintenant trois ans que les Caisses de chômage perçoivent 1 % des salaires distribués aux salariés de l'industrie privée. La convention est du 31 décembre 1958. Cela fait des sommes considérables, d'autant plus que ces travailleurs ont très peu connu le chômage, si ce n'est un peu au début de 1959 ou dans certaines régions, comme la région nantaise. Le solde est cependant tellement positif qu'on n'évitera pas, dans deux ou trois mois, l'application du règlement qui prévoit que la cotisation ne sera plus perçue à partir du moment où les réserves équivalent à 2,5 % des salaires ayant servi de base aux contributions du dernier exercice.

Dès lors que les organismes signataires sollicitaient l'agrément gouvernemental destiné à étendre la convention à l'ensemble des salariés, l'Etat prenait pied dans la maison. Nous connûmes alors l'arrêté du 3 juin 1959 et le décret du 12 novembre 1959 qui donnent le contrôle des liquidités à l'Etat et surtout limitent l'importance des fonds de roulement.

L'argent est donc versé aux banques, en particulier à la Caisse des Dépôts et Consignations. Et, à partir de là, la gestion de l'Assedic et de l'Unedic cesse d'être paritaire. L'intérêt qui est reversé au régime est extrêmement bas et nullement en rapport avec le taux actuel du loyer de l'argent. Ces sommes sont alors reversées à l'industrie privée sous forme de prêts, dans des conditions intéressantes. Une partie des cotisations des travailleurs a donc financé, depuis trois ans, la construction d'entreprises, l'achat de machines nouvelles. Non seulement les capitalistes s'approprient aujourd'hui l'auto-financement prélevé sur les produits de l'entreprise, mais ils bénéficient encore de cette sorte « d'auto-financement indirect » que constitue la cotisation du salarié à sa caisse de chômage.

Le problème est identique dans les Caisses de retraite, avec cette différence que l'intérêt versé au Régime est supérieur à celui versé aux Assedics. Certaines caisses bien gérées atteignent même le loyer normal de l'argent et ont pu percevoir jusqu'à 11 %, ces dernières années, plus de 7 % aujourd'hui.

C'est ici que nous voyons apparaître le rôle des compagnies d'assurance. Au moment de la signature de la convention Unirs, le CNPF a imposé aux organisations ouvrières la gestion des fonds par la

compagnie d'assurance : il a fallu accepter la convention d'assurance et mener un combat d'arrière-garde en « limitant les dégâts ». En fait, la convention d'assurance prévoit que les compagnies verseront, pour la gestion des fonds, un intérêt de 3,5 % et, en outre, 80 % de la différence entre ce taux de 3,5 et le taux réellement obtenu par le placement financier. J'ai sous les yeux le rapport financier d'une de ces compagnies pour 1960 : elle a à ce titre remis 43 millions d'anciens francs à l'Unirs mais s'est approprié près de 11 millions versés au bilan dans un compte pudiquement intitulé : « Provision pour éventualités diverses ». Que de « provisions » qui passent ainsi à la barbe des retraités ! Les vieux qui n'ont que 2,20 NF par jour ne pourraient pas devenir des « éventualités diverses » !

L'Etat prend largement sa part dans l'opération, les banques, les compagnies d'assurance nationalisées sont aux premiers fauteuils. Et l'Etat peut très bien s'approprier l'utilisation directe de ces réserves pour financer ses guerres coloniales ou sa force de frappe. Un simple décret suffirait pour obliger les caisses à placer leurs fonds pour 80 % en fonds d'Etat. Lorsqu'il a été question en 1960, d'imposer aux régimes de retraite une augmentation de leurs réserves, c'est un total de l'ordre de 400 à 500 milliards d'anciens francs qui allait se canaliser ainsi vers les coffres de l'Etat.

Qu'on ne me dise pas qu'en échange, les compagnies d'assurance apportent la garantie du placement. C'est vrai que cette garantie existe mais elle était déjà obligatoire sans qu'il ait été nécessaire de signer une convention particulière.

Le pouvoir appartient à quelques grands commis. Le mouvement syndical, en œuvrant pour couvrir les risques aussi importants que ceux du chômage et de la vieillesse a, en fait, renforcé le pouvoir de ces grands personnages. Les représentants des travailleurs n'ont pas, eux, accru leur autorité pour autant. Le paritarisme s'arrête devant la gestion financière du salaire indirect des travailleurs. La socialisation des caisses de chômage et des caisses de retraite complémentaires reste à faire.

DE FORTES RESERVES SONT-ELLES NECESSAIRES ?

On a vu que les réserves des caisses de chômage atteignaient leur maximum : 2,5 % des salaires. Après, la cotisation sera suspendue. Nos organisations veulent se battre pour couvrir d'abord le chômage partiel pour lequel rien n'est encore fait. Mais il sera difficile d'obtenir du patronat la poursuite du versement.

Un problème plus complexe est posé par les régimes de retraite. Quel volume doivent atteindre les masses de réserve pour honorer les points de retraite qui se présenteront aux guichets en 1980 ou 1990 ?

La courbe démographique ne cesse de progresser. C'est vers 1980 que nous connaîtrons le plus grand nombre de retraités. A partir de cette date, les effets de la première guerre mondiale apparaîtront. Les enfants qui ne sont pas nés en 1915 manqueront à l'effectif. Alors, disent nos financiers, ce n'est qu'en 1980 qu'on pourra souffler un peu ; d'ici là, le seul impératif consiste à mettre de l'argent de côté.

C'est la perspective dans laquelle se sont placés les actuaires du ministère des Finances lorsqu'en 1960, ils écrivirent ce projet d'administration publique qui a défrayé la chronique de l'époque et soulevé une émotion justifiée. Leur texte, nous l'avons dit, revenait à mettre en réserve quelque 500 milliards d'anciens francs.

Leur vue ne s'avère en réalité que partiellement scientifique. Le nombre de retraités en 1980 n'est qu'une donnée parmi d'autres. L'actuaire devrait aujourd'hui devenir démographe et connaître aussi toutes les tranches d'âges d'une époque donnée. Il est aussi important de connaître le nombre de jeunes qui cotiseront. La technique de l'assurance où il suffisait de connaître la durée de la vie humaine ne s'applique pas ici. L'évolution actuelle qui consiste à prendre une retraite de plus en plus jeune — le nombre de retraités de moins de 65 ans augmentant sans cesse — est aussi importante à évaluer que le niveau plus ou moins élevé du salaire garanti qui amènera dans les caisses des ressources plus ou moins importantes. Impossible non plus de ne pas tenir compte de l'évolution économique, de l'expansion et du développement que nous connaîtrons dans les prochaines années, quand on sait que la récession de 1959 amena, par exemple, aux caisses, une cotisation globale diminuée de 15 %. Notre actuaire-démographe doit devenir aussi économiste et sociologue.

Nul ne peut aujourd'hui se targuer de connaître parfaitement toutes ces données techniques. La science statistique des conditions de vie de l'homme ne connaît encore que de très grosses approximations. Cette imprécision permet donc une marge actuellement importante d'appréciation. Les pessimistes voudront plus de réserves ; les optimistes accorderont davantage aux vieux d'aujourd'hui.

Dois-je me ranger parmi les optimistes ? Je voudrais appeler les responsables syndicaux à moins de prudence. Les hypothèses de travail des caisses de retraite sont généralement très prudentes. Elles sont souvent faites à « cotisation fixe », alors que les cotisations augmenteront. Elles prévoient que, dans trois ou quatre ans, la masse de réserves sera déjà suffisante pour prévoir la vague de retraités des années 1975.

On comprend mal cette sorte d'assurance tranquille du président de l'Unirs Théo Braun, militant CFTC, qui déclarait au « Monde », le 21 juillet dernier : « La politique de l'Unirs est basée sur un rendement modéré. C'est une nécessité technique pour tous les régimes de répartition sérieusement gérés, d'abaisser progressivement leur rendement pour tenir compte des données générales de la démographie française et de l'évolution de leurs charges. La hausse de la valeur du point, quoique très appréciable, doit donc rester inférieure à l'élévation du salaire moyen qui sert de base à la fixation du salaire de référence. »

Je paraphrase. Les données techniques (!) doivent imposer aux retraités des sacrifices plus grands qu'aux travailleurs actifs.

Nous devons nous inscrire en faux contre une telle attitude, non seulement sur le plan de la justice, mais aussi sur le plan technique. Les compagnies d'assurance ont non seulement imposé leur gestion, mais leurs techniques raccourcies. Au détriment des retraités.

La bataille syndicale est donc de tous les jours. Au dernier conseil d'administration de l'Unirs du 4 juillet, les techniciens proposaient 20,40 francs comme valeur du point de retraite. Les patrons — tu parles ! — 19,87. Le groupe FO 20,80. C'est finalement la proposition transactionnelle du président à 20,56 qui est retenue. Les techniciens voulaient faire payer tout de suite par les retraités d'aujourd'hui des avantages supplémentaires accordés aux veuves. Le groupe FO faisant remarquer que ces avantages pouvaient se « rattraper » sur plusieurs années.

C'est un exemple du travail à opérer dans les conseils d'administration de toutes les caisses.

LE PROJET DE R.A.P. DE 1960

Les « cadres » ont, les premiers, tiré la sonnette d'alarme qui auraient vu leurs retraites... diminuées de 30 % en dix ans. En réalité, nous l'avons vu, tous les régimes étaient atteints. Comment en est-on venu là ?

L'ordonnance du 7 janvier 1959, relative à certaines opérations de prévoyance collective et d'assurance prévoit en son article 9 : « Un règlement d'administration publique déterminera les règles techniques et les conditions d'application de la présente ordonnance et, notamment, sa date d'entrée en vigueur. »

A vrai dire, il ne s'agissait pas seulement d'une querelle entre optimistes et pessimistes. Et les optimistes se trouvaient davantage du côté du ministère du Travail, les pessimistes davantage du côté des Finances. Il s'agissait aussi d'une concurrence entre les quelque... 700 caisses qui se partagent les cotisations des actifs.

On ignore si ces 700 caisses sont convenablement gérées. Et nul ne peut dire si, demain, un gaspillage excessif, ici ou là, ne laissera pas certains retraités devant des guichets vides.

Je lis, sous la signature d'un syndicaliste, ce pas-

sage d'une lettre au Ministre du Travail, au nom du conseil d'administration d'une caisse : « A trois reprises différentes, (notre conseil d'administration) s'est prononcé, dans son rapport, pour un renforcement de la réglementation technique, seul susceptible, à ses yeux, de mettre fin au désordre des régimes de répartition, qui, bien qu'opérant sur le plan social, n'ont pas toujours su s'affranchir de tout esprit commercial. »

Jouant les apprentis sorciers, certains administrateurs appellent de leur vœu une réglementation qui alignerait tous les régimes sur leur propre prudence.

On sait ce qu'il advint : le projet de R.A.P. uniformisait le rendement pour chaque régime à 0,10. (Il se situe actuellement autour de 0,15.) C'était le niveau de la valeur des rentes viagères des assurances que l'on voulait imposer, comme si encore une fois le problème était identique, comme si en outre, une caisse de retraite par répartition devait se comporter comme ces institutions d'assurance que nous ne pouvons tout de même pas classer parmi les institutions à but non lucratif.

COMMENT EN SORTIR ?

Après les protestations unanimes des organisations syndicales et le repli stratégique des ministères, nous en sommes toujours au même point. Aurons-nous demain un décret de R.A.P. plus souple et plus valable ?

Il faudrait pour cela, nous semble-t-il, partir des données démographiques générales de l'industrie privée intéressée, déterminer l'âge moyen des actifs cotisants, leur nombre par tranches d'âge, l'évolution des salaires dans chacune de ces tranches d'âge, le nombre de retraités, étudier les rapports entre ces données, en noter les évolutions au cours des trente années prochaines. Chaque année, recommencer ces calculs pour les trente années suivantes en corrigeant d'après les erreurs constatées au cours de l'année précédente sur ce qui avait été prévu.

A partir de là, pourraient être mis sur pied l'évolution et l'équilibre d'un régime-type valable pour l'industrie française. Il suffirait d'obliger chaque régime à établir les mêmes calculs pour le groupe de salariés dont il est responsable et à établir les éléments de comparaison avec le régime-type. Il devra, suivant les circonstances, soit appeler des cotisations supplémentaires, soit réduire les charges, soit, dans le cas contraire, développer les avantages accordés. Mais il restera libre des combinaisons particulières qu'il entendra instaurer, pourvu qu'il prouve qu'à terme, il reste en accord avec l'évolution du régime-type.

Tâtonnements incontestables et nécessaires au départ ; nous sommes cependant loin de l'alignement par la base que prétendait opérer le R.A.P. de l'an dernier. On met bien de l'ordre dans la maison mais par le truchement de données économiques, sociales et démographiques mises au service d'un régime particulier. Il n'y a plus intervention brutale de l'Etat. Les rapports contractuels et paritaires qui sont, dans une certaine mesure, à la base des régimes sont respectés ; car c'est autant sur le principe de l'intervention de l'Etat que nous avons crié l'an dernier que sur les données de son intervention.

FAUT-IL TOUT FEDERER ?

Remettre de l'ordre dans la maison et sortir du labyrinthe que nous crée la multiplicité des caisses.

On cherchera d'abord à coordonner leur activité, faire en sorte que les modalités de règlement des retraites s'uniformisent. Aucun succès en vue encore dans ce domaine. Tous les ans, le pouvoir législatif sort une nouvelle loi, mais celle du 2 août 1961 rejoindra les autres aux oubliettes. Certains régimes de retraite ne se sentent pas concernés par un effort de coordination. C'est aux autres, diraient facilement certains, à s'aligner sur notre méthode.

Cela ne va cependant pas loin. On n'en est pas encore à parler de véritable compensation. La compensation existe entre les caisses groupées à l'Unirs ; elle s'applique aussi dans des cas isolés comme entre l'Unirs et la Caisse du Bâtiment CNRO.

Faut-il alors fédérer toutes les caisses sous la même bannière ? Cela a été l'ambition de l'Unirs. L'idée paraissait excellente ; malheureusement, la naissance a été ratée. Outre les vices congénitaux du régime Unirs (convention avec les caisses d'assurance, trop grande prudence), il fallait bien se douter qu'une fédération ne peut naître que par l'accord librement accepté des différentes caisses existantes. Il aurait fallu que la fédération naisse des contacts inter-régimes préalablement et patiemment menés.

Il n'en a rien été. On a créé un chapeau supplémentaire et l'on a pu asister à ce paradoxe d'un régime créé pour fédérer les autres et qui a provoqué la création de multiples caisses. C'est ainsi que les régimes CRI (Renault), IRPSIMMEC (Métallurgie) ont créé, chacun sous sa dépendance, de nouvelles caisses affiliées à l'Unirs (la CRI-Unirs, l'IRCOMMEC). Les régimes peuvent ainsi jouer sur deux tableaux, poursuivre leur activité propre tout en profitant par personne interposée, créée de toutes pièces, des avantages Unirs (la signature de conventions collectives en particulier).

Ce départ raté, peut-on encore aujourd'hui parler de fédération ? Sans doute, mais à condition de repartir à zéro et ne pas considérer le problème résolu, comme le prétend l'Unirs. Des contacts devraient s'établir entre les uns et les autres. Des caisses fictives comme la CRI-Unirs ou l'IRCOMMEC devraient disparaître au bénéfice des régimes qui les ont fait naître pour les besoins du moment. Les règlements se rapprocheront, l'organisme fédératif naîtra alors, mais alors seulement.

Peut-être d'ailleurs sommes-nous à la veille d'un nouveau tournant en ce domaine. Mais la solution n'est pas dans la demande d'extension brutale du régime d'Unirs. Les syndicalistes, plus que les autres, devront marquer la souplesse indispensable pour ne pas s'attacher aux formules ou aux sigles, mais voir les choses essentielles..

Loin de moi la pensée de faire ici œuvre de technicien : ce n'est point là mon « job ». Ma réaction est seulement celle d'un syndicaliste qui connaît la misère des vieux et ne peut se réjouir devant le « rendement modéré » d'un régime.

Bien d'autres aspects du problème des retraites seraient d'ailleurs à étudier : la nécessité pour les cadres de cotiser au premier franc, l'urgence de servir des retraites décentes à 60 ans (ce qui va bouleverser les données techniques ou permettre de puiser dans les réserves ?).

Disons qu'une première étape est franchie. Ce qui reste à faire est plus important encore : s'assurer la gestion de ces régimes, les développer, donner aux vieux les moyens normaux d'existence.

M. CHAUSSE.

LA CLASSE OUVRIÈRE VA-T-ELLE RÉAGIR CONTRE LES PLASTIQUEURS ?

L'appartement du professeur Godement, éminent mathématicien, a sauté. Les étudiants et les professeurs de la Faculté des Sciences de Paris ont réagi aussitôt par l'arrêt du travail. Manifestation de solidarité.

L'appartemetn du journaliste Frédéric Pottecher, chroniqueur juridique à la R.T.F., a sauté (après les attentats aux domiciles de Beuve-Méry et de Gabriel Robinet).

Les travailleurs de la presse auraient dû réagir avec la même vigueur que les étudiants. C'est justement parce que le pouvoir est impuissant contre les plastiqueurs, quand il n'est pas leur complice, que, là encore, l'action appartient aux travailleurs.

APRÈS LE CONGRÈS F.O. DES INDUSTRIES CHIMIQUES

RENDRE LES SYNDICATS PLUS PUISSANTS POUR ASSURER SA PLACE AU TRAVAIL

Dans cette revue, toujours fidèlement attachée à la Charte d'Amiens, il est aisé à un responsable fédéral de commenter rapidement les positions prises récemment par son Congrès national et qui s'inspirent largement de la pensée syndicaliste.

Pour nous, aujourd'hui comme hier, les problèmes qui sont posés à la classe ouvrière demeurent semblables dans leur essence et appellent, par conséquent, des réponses semblables. En 1961, comme en 1906, ce qui est essentiel est d'assurer activement la défense des intérêts quotidiens des travailleurs, c'est-à-dire de préserver et d'améliorer leur niveau de vie ; et, à plus long terme, d'œuvrer à l'expropriation du capital par la libération du travail à travers les organisations syndicales qui constituent les cellules de la société future.

Pour qui sait lire et qui connaît son histoire, tout ceci est bien clair dans toutes nos résolutions, approuvées à l'unanimité des congressistes.

Cela provoque naturellement quelque émotion dans certains milieux conservateurs jusques et y compris dans certains milieux qui nous sont proches, le conservatisme étant universel et pas nécessairement attaché à la fonction capitaliste.

Car notre postulat de base tient à ces deux données fondamentales :

1. Qui veut faire évoluer et transformer la société doit nécessairement évoluer et se transformer par une nécessaire adaptation aux exigences modernes ;

2. Qui veut entreprendre et réaliser doit mettre en œuvre les moyens de l'entreprise et de la réalisation, qui sont gigantesques.

Plusieurs générations se sont attelées à ces tâches et que d'autres s'y attellent n'est ni trop, ni trop peu, ni plus digne ou plus indigne aujourd'hui qu'hier. Il ne convient donc pas de nous effrayer de l'immensité de la tâche et, suivant la pensée de Monatte, plus il y a à faire, plus il convient de faire. L'essentiel étant toujours de se placer dans la bonne perspective.

C'est ce que notre Fédération croit avoir fait depuis des années et c'est ce qu'elle continuera à faire. Les progrès considérables que nous avons réalisés, du point de vue de l'organisation des travailleurs, du taux des cotisations, de l'amélioration du pouvoir d'achat, de l'éducation ouvrière, etc., garantissent à la fois le bien-fondé de cette position et son succès futur.

Maurice LABI.

LA RÉSOLUTION GÉNÉRALE DU CONGRÈS

Le Congrès de la Fédération F.O. des Produits chimiques a adopté une série de résolutions, toutes intéressantes. Elles revendiquent, entre autres, le salaire minimum mensuel à 500 NF, avec la double échelle mobile par rapport au prix et à la productivité ; un mois de congé payé avec prime de vacances ; la création d'un fonds de lutte.

La résolution générale que nous publions ci-après résume l'orientation de la Fédération. Ce document peut être considéré comme un exemple de motion syndicale qui ne laisse de côté aucun problème, particulier ou général, de la vie ouvrière.

Le Congrès National de la Fédération des Industries chimiques, parachimiques et du verre C.G.T.-F.O., réuni à Paris les 13, 14 et 15 octobre 1961, adresse son salut fraternel aux travailleurs de France et du monde en lutte pour la préservation et l'amélioration de leur bien-être et de leur liberté.

Fidèle aux traditions syndicalistes, le Congrès déclare que la réalisation des aspirations ouvrières, qui constitue une œuvre difficile et de longue haleine, ne peut être poursuivie et achevée que par l'effort et la volonté du prolétariat organisé syndicalement.

CONTRE LA POLITIQUE

C'est pourquoi, les militants C.G.T.-F.O. de l'Atome, du Caoutchouc, de la Chimie, du Pétrole, des Plastiques et du Verre dénoncent les manœuvres des hommes et des partis politiques tendant à un prétendu rassemblement démocratique et dont l'objectif tend simplement à redorer le blason de politiciens et d'organismes défaillants.

En réaffirmant son indépendance à l'égard du gouvernement, du patronat, des partis, la Fédération ne renonce pas pour autant à la défense et à l'épanouissement des libertés démocratiques qui constituent les meilleures garanties pour le développement de l'action syndicale.

POUR LA DEMOCRATIE

En conséquence, le Congrès donne mandat à ses syndicats et à sa Fédération pour faire front, en toutes circonstances et de tous leurs moyens, aux menaces qui risquent de réduire encore ces libertés démocratiques. Les factieux qui voudraient placer notre peuple sous leurs bottes doivent savoir qu'à toute entreprise fasciste, réduisant le pays de la liberté à un régime dictatorial, il sera répondu par l'action unie des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

FAIRE PLACE AU TRAVAIL

Quelle que soit l'évolution de la situation générale, que nous ayons à vivre encore sous la V[e] République ou sous une VI[e] plus démocratique, le mouvement syndical doit occuper la place qui revient aux travailleurs en leur qualité de producteurs et de consommateurs. La classe ouvrière n'est demeurée éloignée des responsabilités nationales que par la volonté et le fait des gouvernants et du patronat ; son intégration au sein de la nation ne peut donc se concevoir et se réaliser qu'à partir du moment où l'on reconnaitrait à l'ouvrier la qualité d'homme et de Français à part entière.

Pour atteindre à l'épanouissement de ses aspirations, le prolétariat doit agir en vue de la planification de l'économie et de la socialisation de l'industrie. Il est conforme aux exigences de notre temps que la vie économique soit ordonnée et que les biens de production soient restitués à la collectivité et gérés démocratiquement.

NIVEAU DE VIE ET ALGERIE

Parallèlement à cette tâche d'aujourd'hui et de demain, le Congrès appelle les travailleurs à prendre conscience de la frustration dont ils sont l'objet par le fait que, d'une part, l'amélioration de la productivité profite principalement aux capitalistes exploiteurs et que, d'autre part, les 1.000 milliards dépensés annuellement pour la guerre d'Algérie sont surtout prélevés sur les bourses modestes. La

Fédération engage donc ses organisations et ses militants à mettre tout en œuvre pour que :

1° L'indépendance de l'Algérie mette enfin un terme à la guerre qui s'y déroule depuis sept ans.

2° L'accroissement de la richesse nationale profite également aux salariés afin que nous n'ayons pas qu'à nous battre pour le rattrapage de notre pouvoir d'achat mais en vue d'améliorer régulièrement nos conditions d'existence.

RENFORCER NOTRE ACTION

Pour aider à l'affermissement de la puissance syndicaliste et de l'action ouvrière, le Congrès a décidé la mise en place d'une caisse de solidarité dont le but est de soutenir financièrement les camarades en lutte.

Afin de faciliter cette lutte, le Congrès donne mandat aux organismes fédéraux pour faire en sorte que notre Confédération, qui se veut la continuatrice de notre vieille C.G.T. et l'expression de l'ensemble prolétarien, soit toujours à la pointe de la revendication et de l'action.

LES REVENDICATIONS

Le Congrès appelle tous les travailleurs à faire prévaloir leurs aspirations générales et leurs revendications particulières suivantes :

1° Préserver et perfectionner les règles démocratiques permettant au peuple une expression libre.

2° Assurer à la classe ouvrière et à son mouvement syndical la place de choix qui leur revient dans la direction économique et sociale depuis les usines jusqu'à la nation.

3° Obtenir la planification de l'économie pour mettre un terme à la gabegie et au mercantilisme des capitalistes qui sont plus soucieux de profits personnels que de l'intérêt général.

4° Permettre le retour à la nation des trusts industriels qui doivent bien plus constituer des ensembles publics au service du peuple que des moyens d'enrichissement patronal par l'exploitation ouvrière.

5° Garantir à chaque salarié un salaire minimum de 50.000 francs par mois lui permettant de subvenir décemment à ses besoins matériels et, au profit de tous les travailleurs, le rajustement des salaires tenant compte de l'augmentation des prix et de l'accroissement de la productivité.

6° Réduire l'horaire hebdomadaire à 40 heures, comme en 1936, sans diminuer les rémunérations afin de permettre l'emploi du million de jeunes qui se présenteront d'ici à 1965 sur les marchés du travail.

7° Augmenter le temps de repos des travailleurs par des vacances annuelles d'un mois et une retraite à l'âge de 60 ans.

8° Préserver la santé des travailleurs en leur assurant toutes les conditions nécessaires d'hygiène et de sécurité.

S'UNIR ET AGIR

Pour traduire dans les faits ces aspirations générales et ces revendications particulières, le Congrès National demande aux travailleurs de l'Atome, du Caoutchouc, de la Chimie, du Pétrole, des Plastiques et du Verre de rallier en masse leur Fédération C.G.T.-F.O., premier pas vers la puissance d'action et la réalisation de nos objectifs.

Le Congrès appelle la classe ouvrière à l'organisation et à l'action pour la paix, la liberté et le bien-être.

Parmi nos LETTRES

Un encouragement

D'Albert GOLDSCHILD, cette lettre, adressée à Hagnauer :

Tardivement parfois, et de trop loin (je veux dire : trop à l'écart) je suis la R.P. *Une fois de plus, que ce soit utile ou pas, je tiens à te dire tout mon accord sur ton papier de septembre, mise au point qui s'imposait devant cet abus des mots et ce travestissement des situations historiques qui nous sont offerts quotidiennement.*

Sur un autre plan, la lecture de la R.P. *est toujours émouvante pour les... attardés de nos générations — disons du moins de la mienne. C'est aussi au retour des vacances que j'ai appris la mort de Lucie. L'impression d'un désert que se fait, des derniers arbres qui tombent. Impression fausse : il est sûr que parmi les jeunes se dressent ou se forgent de pareils combattants. Quelques-uns, dans la foule. Comme alors.*

La R.P. *est aussi instructive (pour tous les âges) d'un bout l'autre. Et Louzon, si inégal, si heurté, sait tant de choses et, une fois sur deux, voit si juste !*

Et pourtant je résiste mal à ce sentiment que ce grand et bel effort que poursuit le noyau, toujours, solide, se perd pour une grande part, comme des cris entre quatre murs.

Ce n'est pas tout à fait vrai, je le sais, et j'aurais sans doute un sentiment différent si j'étais militant syndicaliste, surtout sans doute au S.N.I.

Mais je crois que c'est, quand même, conforme en quelque mesure à la réalité. Et c'est d'autant plus désolant que certaines initiatives prises ailleurs (et que je ne mets pas tout à fait sur le même plan que la R.P. *mais qui méritaient considération) se dissolvent ou se perdent dans la littérature.*

Qu'y faire ? Vous n'attendez pas mon avis, bien sûr, et puis il y a cet éternel dilemme : extension à tout risque, ou bien rigueur et pureté.

N'y a-t-il pas pourtant une question, aussi, de vocabulaire ? Ressent-on toujours la marche du temps et cette érosion des formules entièrement véridiques naguère mais qu'entament les changements des choses et des hommes (ne me fais pas parler d'épiphénomènes !) ?

Mais je m'en tiens là, pas assez qualifié pour en dire plus. Et, puisque tu n'as pas besoin d'encouragements, je te serre simplement la main.

***

Encore l'Etat d'Israël

D'un vieil abonné parisien :

Ma première lettre, parue en septembre, pas plus que celles de Laplaud et de Marcadet publiées dans le dernier numéro, n'incitent Louzon à refréner son animosité à l'égard d'Israël. Au contraire, la création de cet Etat, fondé par une décision de l'O.N.U. partageant la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe, demeure à ses yeux comme l'exemple « du plus répugnant et du plus atroce des colonialismes ». Il répète, comme s'il y avait été, que les Arabes en ont été chassés, et ne tient aucun compte des affirmations contraires soutenant que ce sont les Etats arabes qui, préparant leur agression contre l'Etat juif, ont invité leurs coreligionnaires à le quitter. Quant au malheureux sort de ces réfugiés, s'il faut déplorer qu'ils soient encore parqués aux frontières d'Israël, c'est peut-être aussi parce que les Etats arabes voisins refusent de les accueillir, comme fait l'Allemagne de l'Ouest à l'égard des réfugiés de l'Est, et préfèrent les laisser vivre en parasites entretenus par les Nations Unies et se maintenir comme un abcès ouvert aux flancs d'Israël, en attendant l'heure d'une nouvelle agression.

Et, à lire Louzon, on croirait que, vraiment aucun Arabe ne vit plus en Israël. Or les dernières élections pour le renouvellement du Parlement de ce pays nous ont appris qu'un parti arabe avait participé à la compétition électorale et qu'il disposait de quatre députés. Et, détail qui a son importance, ce parti est l'allié du « Mapaï » et soutient sa politique.

Notes d'Economie et de Politique

LA RUSSIE N'EST PAS ENCORE PRETE L'AMERIQUE LE SERA BIENTOT

La seule chose qui soit à retenir des abondants discours, déclarations, notes, etc. que Khrouchtchev a prononcés ou rédigés au cours du dernier mois est celle-ci : contrairement à ce qu'il avait maintes fois affirmé, Khrouchtchev n'exigera point que la question de Berlin soit résolue avant le 31 décembre de cette année. C'est la seconde fois que le Kremlin ajourne ainsi *sine die* la date limite qu'il avait fixée pour la capitulation de l'Occident ; c'est le second de ses ultimatum qui foire.

Quelle en est la raison ?

Elle ne saurait être que celle-ci : la Russie ne dispose pas pour l'instant d'une puissance militaire suffisante, c'est-à-dire d'un armement nucléaire suffisant, pour être à même d'imposer sa volonté à l'Occident.

Les dernières estimations qui ont été faites de sa force nucléaire mettent celle-ci, en effet, à un niveau nettement moins élevé que celui auquel on avait pensé qu'elle arriverait. En effet, si la Russie dispose bien aujourd'hui, paraît-il, de 200 fusées de moyenne portée, ce qui lui permettrait largement de couvrir l'Europe, elle n'aurait encore que 50 fusées intercontinentales, ce qui est nettement insuffisant pour détruire l'Amérique.

D'autant plus que l'Amérique possède dès maintenant cinq sous-marins qui peuvent tirer chacun seize fusées Polaris, soit un total de quatre-vingts fusées, qui ne sont, certes, point intercontinentales puisque leur portée n'est que de 2.000 kilomètres, mais qui peuvent jouer le même rôle que celles-ci, du fait que les sous-marins peuvent s'approcher à une assez faible distance des côtes russes. D'où la prudence, pour l'instant, de M. Khrouchtchev.

Mais les prévisions étaient aussi qu'au cours de 1962, la Russie serait à même d'accroître considérablement le nombre de ses fusées, beaucoup plus que ne pourrait encore le faire l'Amérique ; la menace russe peut donc être simplement ajournée, reportée, non point *sine die*, mais à l'année prochaine.

En tous cas, 1962 sera la dernière année (en y ajoutant peut-être les débuts de 63) au cours de laquelle les Russes pourront continuer à exercer à l'égard de l'Occident le chantage atomique, car la force de frappe nucléaire de l'Amérique va bientôt croître à pas de géants et dès 1964 (peut-être avant) elle sera telle que l'Occident n'aura plus rien à craindre de la Russie.

En effet, pendant que les Russes s'amusaient à construire d'énormes fusées à *combustible liquide* capables de faire échapper de grosses charges à l'attraction terrestre, les Américains s'occupaient à mettre au point des fusées beaucoup moins puissantes certes, mais à *combustible solide*, c'est-à-dire d'une utilité militaire bien plus grande.

C'est ainsi qu'au début de cette année, le 1er février, ils expérimentaient avec un plein succès la fusée *Minuteman*, d'une portée de 10.000 kilomètres environ, et qui est à combustible solide.

A combustible solide, c'est-à-dire qu'elle peut être tirée instantanément, contrairement aux fusées à combustible liquide qui ne peuvent être garnies de leur combustible, ou, plus exactement, de leur carburant, que juste avant d'être tirées, ce qui fait qu'il s'écoule un laps de temps important entre le moment où est donné l'ordre de tirer et celui où cet ordre est exécuté. En outre, et cela est peut-être encore plus important, les fusées à combustible solide étant beaucoup plus petites et plus légères que celles à combustible liquide, on peut soit les disposer dans des souterrains où elles sont à l'abri d'un bombardement ennemi, même atomique, soit les installer sur des trains mobiles que l'ennemi ne peut atteindre puisqu'il ignore où elles se trouvent. Enfin, leur mécanisme étant beaucoup plus simple, elles peuvent être construites plus rapidement.

Le *Minuteman* va donc devenir « opérationnel » dès le milieu de l'année prochaine, et on pense qu'en 1964 l'armée américaine pourra disposer de 600 de ces fusées, dont 450 seront enterrées et les 150 autres placées sur des trains spécialement aménagés, dont le premier doit entrer en service en 1963.

Il est évident qu'avec les Etats-Unis ainsi équipés, les menaces de destruction de M. Khrouchtchev, disposerait-il alors de bombes de 50, ou de 100, ou de 500 megatonnes (ces dernières sont, paraît-il, dès maintenant faisables), ne seront plus qu'objets de rigolade.

Mais cela fait aussi que la période intermédiaire, celle qui va du début de 62 à mi-63, durant laquelle l'avance russe en matière de fusée se maintiendra et même s'accroîtra, sera d'autant plus dangereuse. Quand on est en présence du dilemme : *maintenant ou jamais !* on est très porté à opter pour, maintenant.

Une remarque pour finir. Il est bien entendu que toutes les prévisions ci-dessus ne sont valables qu'à la condition que de nouvelles découvertes scientifiques ou de nouvelles réalisations techniques ne viennent, une fois de plus, bouleverser les données du problème.

LA LIQUIDATION DES SPECTRES DU PASSE

Une contre-révolution triomphante ne peut rien tolérer de ce qui lui rappelle la révolution, même lorsqu'elle s'en prétend l'héritière.

C'est pourquoi Staline, dès qu'il eut inauguré le cours contre-révolutionnaire, n'eut rien de plus pressé que de faire disparaître, par la balle dans la nuque ou tout autre procédé, les protagonistes de la révolution d'Octobre, les Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Boukharine, Tomsky, Losovski, Piatakov, Chliapnikov, etc.

Et c'est pourquoi, de même, aujourd'hui, Khrouchtchev s'acharne sur Molotov et Vorochilov, qui pourtant ne le gênaient aucunement, mais qui sont les deux seuls militants connus d'Octobre encore vivants. Ils ont eu beau trahir la révolution, ils n'en ont pas moins été jadis des révolutionnaires, ça suffit !

Et c'est ce même sentiment qui pousse également Khrouchtchev à expulser le cadavre de Staline, qui le gêne moins encore que ces cadavres politiques que sont Molotov et Voro-

chilov, parce que, après tout, Staline aussi, avait fait Octobre ! Seul demeure Lénine auquel on n'ose encore toucher. Mais ça viendra ! Ça viendra le jour où le pouvoir bureaucratique se sentira tellement fort qu'il n'aura même plus besoin d'un dieu mort.

En interdisant à Vorochilov, le premier général de l'armée rouge, l'accès de la tribune d'honneur au défilé commémoratif du 7 novembre, Khrouchtchev a pu montrer à la foule moscovite une façade intégralement bureaucratique, où plus rien ni personne ne rappelait les temps héroïques de la Révolution.

EN AVANT POUR LA « GUERRE SAINTE » !

Le 19 octobre dernier, à New-York, Garceran, président du « gouvernement cubain en exil », a proclamé la « guerre sainte » contre la révolution cubaine.

« Nous proclamons la guerre sainte, a-t-il dit textuellement, car cette guerre est sanctifiée par notre dévotion à Dieu adoré de tous les bons Cubains et que les barbares rouges veulent supprimer dans le cœur de nos enfants. »

Voilà qui va réjouir tous les ennemis de la révolution cubaine, qu'ils soient de droite, ou qu'ils se prétendent de gauche !

Une révolution qui non seulement renverse par les armes un dictateur sanguinaire, qui non seulement exproprie les grands propriétaires fonciers, qui non seulement entend faire baisser leurs prix aux détenteurs du monopole du pétrole, mais qui, en outre, institue la laïcité de l'enseignement, c'est une révolution qui est vraiment à abattre par tous les moyens ! Donc, front unique ! Front unique contre elle avec l'United Fruit et avec la Standard Oil ! Front unique contre elle avec Washington et avec Wall Street ! Front unique contre elle avec tous les dictateurs de l'Amérique centrale, enfin front unique contre elle avec l'Eglise romaine !

Coalition formidable à laquelle on comprend que les révolutionnaires cubains ne puissent résister qu'en ne refusant aucun des concours qui leur sont offerts, quelque empoisonnés que ceux-ci puissent être.

UN ETAT QUI PART EN QUENOUILLE DE GAULLE IMPLORE SALAN

Un Etat, c'est essentiellement une armée et une police.

Une armée pour protéger le groupe d'hommes qui s'est constitué en nation contre les attaques de l'extérieur, et, au besoin, attaquer l'extérieur — une police pour faire respecter à l'intérieur les règles dont il a été décidé qu'elles présideraient aux rapports entre individus.

Armée et police exécutent leurs tâches respectives selon les ordres qui leur sont donnés par l'autorité politique, celle-ci représentant ou étant censée représenter l'ensemble du groupement humain qui dépend de l'Etat en question.

Or, en France, à l'heure présente, ni l'armée, ni la police n'obéissent à l'autorité politique. Au sein de l'une comme de l'autre, chacun n'en fait qu'à sa tête, ignorant les ordres qui lui sont donnés, ou bien même se rebellant ouvertement contre eux.

Voici déjà de longs mois que ce processus de désagrégation de l'Etat est en cours, mais il ne cesse de se développer à une allure toujours plus rapide et il atteint maintenant un point où il frappe les yeux même des moins clairvoyants.

Rappelons les tout derniers événements qui ont marqué ce processus.

D'ordre supérieur, le Parquet a ouvert 60 instructions contre X, à propos de 60 cadavres de musulmans trouvés dans la Seine ou dans les fourrés des bois environnants Paris. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que de leur propre chef, les policiers parisiens ont massacré au moins soixante des musulmans qu'ils avaient arrêtés lors de la manifestation du 24 octobre, manifestation qui, je le rappelle, fut exclusivement pacifique, personne n'y portant la moindre arme, et ne présentant même aucune résistance aux charges policières ?

Ainsi, des policiers s'arrogent d'eux-mêmes le droit de tuer. Et l'Etat, contre eux, avoue son impuissance. La moindre enquête administrative eût permis à un Etat qui eût conservé tant soit peu de ses pouvoirs, de découvrir les coupables et de les châtier. Mais l'Etat français actuel ne peut le faire, car on lui a fait savoir que si un seul des policiers assassins était l'objet d'une quelconque sanction, 7.000 policiers manifesteraient dans les rues de Paris et passeraient de la désobéissance tacite à la désobéissance formelle. Aussi l'Etat de M. de Gaulle en est-il réduit à faire ouvrir une information judiciaire contre X, c'est-à-dire à enterrer le crime.

Cependant, tous les policiers ne sont pas des assassins et un certain nombre d'entre eux se sont désolidarisés de leurs collègues.

Ainsi, non seulement l'Etat n'exerce plus son autorité sur « sa » police, mais celle-ci est divisée dans l'exécution même de son service, entre deux fractions hostiles : les uns tueront les manifestants arrêtés, les autres s'y refuseront, et même peut-être les protègeront.

Même situation dans l'armée. Celle-ci est en rébellion, larvée ou ouverte, depuis longtemps déjà. N'en rappelons donc que les toutes dernières manifestations.

Le « chef de l'Etat » *(sic)* avait décidé de continuer le rapatriement en France de l'armée d'Algérie, rapatriement déjà commencé au temps de l'ancien chef d'état-major Olié par le rappel en France de deux divisions. Or, le nouveau chef d'état-major, Puget, s'est opposé ouvertement à la décision de de Gaulle, déclarant que plus une seule unité ne serait ramenée d'Algérie... et le « chef de l'Etat » *(re-sic)* s'est incliné.

Presque en même temps, Salan se faisait interviewer en Algérie, à une heure de voiture d'Alger, par une entreprise de télévision américaine, et lui confirmait ce dont l'on se doutait déjà, que lui Salan, condamné à mort, circulait librement dans toute l'Algérie, et que s'il lui arrivait d'être arrêté par une patrouille, elle le laissait aller dès qu'il se faisait connaître.

Dans le même temps, contre les officiers factieux, le contingent s'organise, à l'intérieur de l'O.C.C. (Organisation Clandestine du Contingent) afin de s'opposer par des mesures de force à toute nouvelle tentative de putsch. Plus encore que la police, l'armée est coupée en deux.

Quant aux administrations civiles de l'Etat, celles qui ne sont ni la police, ni l'armée, leur fidélité à l'Etat qu'elles sont censées servir se trouve caractérisée par ce fait : quand de grandes sociétés industrielles ou financières vont demander aux hauts fonctionnaires dont leur activité dépend si elles doivent ou non payer à l'O.A.S. les contributions considérables que celle-ci entend leur imposer, afin de financer l'œuvre terroriste entreprise pour renverser le régime, les dits hauts fonctionnaires du ré-

STALINGRAD N'EST PLUS...

Brûleront-ils tout ce qu'ils ont adoré ?

En chassant Staline du Panthéon soviétique, M. Khrouchtchev nous justifie doublement. Alors que depuis bientôt trente-sept ans les profiteurs de la « bolchevisation » de 1924 dont les survivants les plus tenaces sont toujours en place nous ont classés parmi les contre-révolutionnaires incurables, alors que depuis vingt-cinq ans ils nous comptent parmi les hommes et les femmes à abattre, alors qu'il y a seize ans, dans les brumes de la Libération ils espéraient nous liquider physiquement après avoir tenté de nous déshonorer, voilà que le plus éminent des profiteurs de la Révolution bolcheviste et de la contre-révolution stalinienne *justifie pleinement la fondation de la* R.P. *et l'essentiel de notre bataille.*

Voilà pour la grande histoire. Mais M. Khrouchtchev intervient aussi — involontairement — dans nos débats intérieurs, et nous fournit une magistrale réponse à ceux qui nous ont critiqués et abandonnés parce que nous nous complaisions à des « rabâchages » sur le passé. Nous n'étions pas capables de nous accrocher à l'actualité, de participer aux luttes aujourd'hui nécessaires, parce que nous maintenions des discriminations et des répugnances motivées par de vieilles querelles. Or ce qui est le plus remarquable dans les réquisitoires prononcés à Moscou contre Molotov, Malenkov... l'ombre de Staline et le cadavre de Béria, c'est que l'on a « incriminé » des « intentions criminelles » en se référant presque exclusivement aux souvenirs de crimes accomplis avant la guerre de 1939, lors des grands procès de Moscou, et dont le processus atteignit son point culminant en ces premières semaines de 1953, lorsque la mort un peu trop providentielle de Staline sauva les survivants des purges, dont Molotov lui-même.

Lorsqu'il y a un peu plus de deux ans, M. Khrouchtchev dirigeait sa caravane publicitaire le long des routes de France, le tract — chargé de méfiance et d'indignation — de l'*Union des Syndicalistes* fut sévèrement jugé par certains de nos meilleurs amis. Il ne fallait pas confondre Khrouchtchev et Staline ; Staline et Nicolas II ou Ivan le Terrible. Il ne fallait pas rappeler les crimes staliniens — encore moins risquer des allusions à Berlin 1953, Poznan et la Hongrie 1956, alors que l'on réalisait la co-existence pacifique. Un « espion aérien » (?) envoyé par les Services secrets américains suffit pour provoquer l'avortement de la Conférence des Quatre.

Et toujours bien informé, M. Servan-Schreiber dénonçait dans *l'Express* les manœuvres des militaires américains et russes, qui sabotaient la conférence et empêchaient le rapprochement d'un pauvre Eisenhower, écrasé sous ses responsabilités, et d'un brave Khrouchtchev obligé contre son gré de composer avec une opposition stalinienne menaçante. Liquidant celle-ci, le Premier soviétique pourrait donc s'abandonner à la sincérité de son pacifisme. Hélas ! M. Khrouchtchev ne facilite guère la tâche des commentateurs les plus bienveillants de sa politique. Non seulement il ignore les règles de la prescription, non seulement il rouvre à son gré des dossiers clos, non seulement il condamne rétroactivement le régime dont il est issu, mais encore par un synchronisme déconcertant il défie l'opinion mondiale et terrorise les peuples en lançant des super-bombes cependant qu'il relègue dans la fosse commune du Kremlin le corps intact de celui qui a personnifié le terrorisme le plus implacable et l'immoralité la plus cynique.

Toukhatchevesky entre Hitler et Staline

Des repérages, des sondages et des rapprochements s'imposent avant tout débat « interprétatif » de l'orientation khrouchtchevienne.

Cueillons quelques noms et quelques faits dans les informations sur le 22e Congrès.

Khrouchtchev a déclaré que le document par lequel le maréchal Toukhatchevsky fut reconnu coupable de haute trahison avait été fabriqué de toutes pièces. L'histoire vaut la peine qu'on s'y arrête. Dans le livre de Walter Schelenberg, *Le chef du contre-espionnage nazi vous parle,* on consacre à cette affaire plusieurs pages dont nous résumons ici l'essentiel.

« *Heydrich (le chef du Service de Sécurité) avait reçu en* 1937 *une information d'un émigré russe blanc, le général Skobline, suivant laquelle Toukhatchevsky, maréchal de l'Union Soviétique, complotait avec le grand état-major pour renverser le régime stalinien.*

Jahnke représenta à son chef Heydrich que Skobline pouvait jouer un double jeu et que l'information pouvait avoir été forgée par les Russes et passée à Skobline sur l'ordre de Staline...

Staline ne désirait pas engager lui-même une action contre les généraux et il préférait que les documents accusateurs viennent de l'étranger.

Hitler avait à choisir la manière d'utiliser le dossier apporté par Heydrich : soutenir Toukhatchevsky ou le démasquer. Il se décida en fin de compte contre Toukhatchevsky — ce qui détermina tout le cours de la politique allemande jusqu'en 1941 ; elle peut être considérée comme l'une des décisions les plus fatales de notre temps (*sic !*).

Il fut décidé de contacter Staline par les canaux suivants : un de nos agents diplomatiques qui travaillait sous les ordres du Standartenführer SS Boehme était un émigré allemand qui vivait à Prague. Par lui, Boehme prit contact avec un ami de confiance du docteur Benès, alors président de la République tchécoslovaque. Le docteur Benès adressa immédiatement une lettre personnelle à Staline. » (En mai 1937.)

Si nous ne citons pas toutes les révélations de Schellenberg, c'est qu'on y retrouve surtout l'écho de divergences et de conflits, inspirés aussi bien par de sordides rivalités de clans que par l'opposition entre deux politiques : l'une engagée dans l'espoir d'une alliance antibolchevique avec l'Occident, l'autre fidèle à l'héritage de Bismarck et favorable à une alliance militaire avec l'U.R.S.S. Il n'y avait pour nous aucun doute en 1937 quant à la fabrication du document. Heydrich — policier et bourreau, brutal et vaniteux — s'efforça de prouver la collusion entre généraux allemands et le maréchal russe en comblant par des pièces fabriquées les trous de son dossier (Schellenberg le reconnait avec une touchante bonne volonté).

Jahnke, dont l'intelligence et l'expérience étaient beaucoup plus solides, avait sans doute deviné ce qui fut à peu près établi bien avant que Khrouchtchev ne l'ajoute à son réquisitoire.

Benès, malheureuse dupe — qui paya cher en 1948 sa confiance en Staline — avertit son ami Léon Blum qui fit état après la guerre de cette « trahison », dont il ne doutait pas, pour excuser ses hésitations en face des provocations hitlériennes. Nous avons entendu souvent des réalistes bourgeois justifier l'omnipotence de Staline par la liquidation de la « cinquième colonne » en U.R.S.S. L'assassinat de Toukhatchevsky et de ses « complices » (! ?) leur paraissait une mesure préventive... Et si par malheur vous insistiez, on ne manquait pas d'ironiser : « Alors... tu défends un maréchal, maintenant ! »

Reprenons la *R.P.* du 25-10-1938. La chronique régulière de Victor Serge nous apprend qu'en 1937 et en 1938 après l'exécution du maréchal soviétique et de ses sept compagnons furent exécutés au moins dix amiraux et contre-amiraux, et 20.000 *à 30.000 officiers qui, dans leur majorité, avaient gagné leurs galons au cours de la Révolution et de la guerre civile.* Et ce qui est hautement significatif, c'est que *tous les juges militaires qui condamnèrent le maréchal, par ordre, sans débat, et le firent exécuter quatre heures après le verdict, tombèrent à leur tour sous les balles d'un peloton.*

Cette affaire Toukhatchevsky n'est pas la plus démonstrative de cette histoire infernale, ni quant à la quantité des victimes, ni quant à leur qualité. Elle dévoile cependant des dessous « profonds » que M. Khrouchtchev se contente d'effleurer. Que ce « benêt » de Benès, ce juriste de Blum aient été facilement dupés... voilà qui ne nous étonne guère. Mais ni Hitler, ni Staline ne furent dupes. Des révélations de Schellenberg, il résulte nettement que l'un et l'autre se sont déterminés en connaissance de cause. Hitler a-t-il admis la version de Heydrich ?... On s'étonne alors qu'il n'ait pas laissé le maréchal abattre Staline... ou que renseignant celui-ci il n'ait pas châtié les complices allemands du maréchal soviétique. A-t-il voulu consolider Staline... ou même y eut-il connivence entre les deux tyrans ? Staline... averti par Benès, s'adressa immédiatement aux services d'Heydrich par le canal de l'ambassade soviétique. Il acheta le dossier 3 millions de roubles en grosses coupures, dont *les numéros soigneusement notés par le Guépéou permirent plus tard d'arrêter les agents secrets allemands qui les échangeaient sur le territoire soviétique.* Collusion des services secrets. Complicité des deux dictateurs... implicite, plus ou moins volontaire chez Hitler... consciente sans doute chez Staline. Celui-ci, avant la proclamation du Troisième Reich, la prise du pouvoir par le parti nazi, aurait — selon Schellenberg — *ordonné au Parti communiste allemand de diriger tous ses feux contre la Social-Démocratie* au dynamisme quelque peu défaillant, qui représentait cependant la dernière réserve de la démocratie allemande. Cela, on le savait déjà. *Mais le chef des espions nazis se risque à insinuer qu'un soutien financier fort important aurait été accordé à Hitler, sur les conseils du colonel Nicolaï, agent secret de Moscou.*

Ainsi le fameux pacte Hitler-Staline — cause immédiate de la guerre de 1939 — conforme à la logique des deux systèmes et préparé dès la fin de l'année 1938 aurait préfiguré dans les desseins à longue échéance de Staline, avant même 1933. Le rapprochement de l'U.R.S.S. avec les démocraties occidentales fut-il une déviation imposée par des initiatives hitlériennes apparemment menaçantes pour Moscou ? (l'accord germano-polonais de 1934) — ou ne fut-il qu'une manœuvre stalinienne de grand style, encourageant à la résistance les démocraties occidentales, pour mieux les trahir lors du tournant décisif de 1939 — c'est-à-dire provoquant la guerre dont les belligérants sortiraient affaiblis, ruinés, impuissants ? M. Khrouchtchev s'est bien gardé de pousser trop loin le procès rétrospectif. Ce qu'il a liquidé c'est la légende de Staline, stratège génial, chargé des lauriers de la victoire. Il a confirmé — directement ou par les rectifications de ses spécialistes — que l'U.R.S.S. n'était nullement préparée à l'agression hitlérienne de 1941, que ses armées ayant perdu leurs meilleurs chefs subirent jusqu'à Stalingrad des pertes de grandeur astronomique, que l'évacuation d'immenses territoires prit le caractère d'une débâcle accentuée par l'hostilité des populations à un régime détesté — que ce sont essentiellement les lourdes fautes stratégiques d'Hitler, les atrocités commises par ses bandes dans les pays occupés... qui permirent le regroupement des armées soviétiques, le réveil du patriotisme russe, le débarquement du matériel américain indispensable et renversèrent complètement le rapport des forces (1).

« *Staline est si habile,* disait Manouilsky aux leaders communistes français en 1924, *qu'il se perd lui-même dans ses habiletés.* » On peut fort bien admettre que le despote qui sut animer les uns contre les autres les artisans de la Révolution bolcheviste afin de les proscrire successivement, puis les liquider en bloc, pouvait concevoir d'aussi tortueuses manœuvres sur le plan européen de 1930 à 1939. Du rapport secret de M. Khrouchtchev présenté au 20e congrès du Parti soviétique, des prolongements et conclusions du 22e congrès, deux conclusions se détachent avec une accablante netteté. C'est qu'en étudiant le règne de Staline, on peut aller très loin dans l'invraisemblable, sans passer les limites du vrai. C'est aussi que les opérations successives et contradictoires du tyran n'ont atteint le résultat projeté, qu'au prix de millions de sacrifices humains.

Un assassin fabriqué

Un document fabriqué de toutes pièces permit à Staline de se débarrasser des cadres de l'armée et de la marine rouges formés d'anciens combattants de la Révolution russe. Remontons plus loin dans le passé. A l'origine de la grande purge qui aboutit aux procès de 1936 et de 1937 et à l'extermination de toute la vieille garde bolchevique, il y eut l'affaire Kirov, secrétaire du Parti à Léningrad, assassiné en 1934. Le coupable fut facilement connu, arrêté aussitôt et rapidement exécuté. Et cela déchaîna une série de réactions en chaîne. Les oppositionnels plus ou moins authentiques, plus ou moins repentants, tous emprisonnés ou déportés ou exilés furent atteints par la vague qui s'élargissait à chaque palier et finit par couvrir de ses flots sanglants non seulement tous les compagnons de Lénine (sauf deux), mais encore la grande majorité des militants du Parti de 1934 (2). Dans l'histoire du monde, il n'est pas de répression aussi monstrueuse. Ni les massacres des calvinistes au XVIe siècle, ni la Terreur de 1793, ni les sanglantes revanches de la bourgeoisie en juin 1848 et en mai 1871 n'atteignent

---

(1) Cf. d'A. Rosmer : *L'ère des dictateurs* (« R.P. » d'avril 1953) qui précise en particulier l'énormité de l'aide matérielle des Etats-Unis à l'U.R.S.S. : 2.000 locomotives, 52.000 Jeps, 500 millions de dollars de machines-outils, 2 milliards et demi de dollars de matières premières, 4 millions de tonnes de produits alimentaires, etc.

(2) Selon le rapport secret au XXe congrès : en 1934 un congrès de 1.970 délégués élut un comité de 139 membres. En 1937 et 1938 : Staline fit exécuter 1.108 délégués et 98 élus du Comité central, soit 57 % de l'effectif du congrès et 70 % du Comité central (cf. « R.P. » de juin 1957, article de Roger Hagnauer : « La fin dévoilée par les moyens ».

un ordre de grandeur comparable. Dans la liquidation physique des communistes, Hitler ne supporte pas la comparaison avec Staline.

Faut-il rappeler que la *R.P.* fut, de 1934 à 1939, la *seule* publication française portant, grâce à Victor Serge, à Yvon, à Nicolas Lazarevitch, une chronique régulière du sang versé ? Les rapports de M. Khrouchtchev au 20e et au 22e congrès du parti soviétique paraissent entièrement composés avec des extraits de notre collection. Ils confirment ce que nous affirmions, ils affirment ce que nous supposions. C'est-à-dire que l'assassinat de Kirov fut « fabriqué » sur l'ordre de Staline, comme le document contre le maréchal rouge : « *Le chef de la garde de Kirov emmené en « camion » pour être interrogé par Staline, Molotov et Vorochilov a été tué par ceux qui l'accompagnaient et qui, plus tard, ont été fusillés.* » (3).

Notre protestation n'a pas attendu la conclusion que l'imagination la plus morbide n'aurait pu inventer. Dès la première vague de répression, alors que le mouvement ouvrier baignait tout entier dans les fumées opiacées du Rassemblement Populaire, en 1935, Delsol, Charbit, Boville et moi proposions au comité général de l'Union des Syndicats confédérés une protestation adoptée à l'unanimité. *Le Populaire*, organe socialiste, refusa de la publier. A un congrès de mon syndicat, je fus accusé de céder à de sordides rancœurs. Au premier congrès de l'Union, tenu après l'Unité, et où les staliniens dominaient par le nombre et la violence, les secrétaires H. Raynaud et Hénaff eurent l'audace d'inclure dans le rapport moral des phrases flétrissant « les saboteurs et assassins » trotskystes, dont la culpabilité était prouvée par leur aveux (la presse soviétique les qualifiait de « vipères lubriques » et de « crapauds visqueux »). Albert Guigui et moi — obligés par leurs mandants à quelque retenue dans l'expression — Delsol et Charbit — avec beaucoup plus de netteté et de vigueur — nous élevâmes une protestation accueillie par les hurlements de la meute, efficace cependant, car les phrases provocatrices furent enlevées du rapport présenté par le bureau de l'Union où figuraient encore des otages... non staliniens (4).

La *R.P.* du 25 mai 1935 publiait un manifeste du *Comité International contre la répression antiprolétarienne en Russie*, formé à Bruxelles et dont l'appel portait parmi les signataires : les Français E. Armand, Han Ryner, Georges Pioch, Magdeleine et Maurice Paz, R. Louzon, Henri Poulaille, Betty Brunschwig, G. de Lacaze-Duthiers, etc., les Belges S. de Coster, Ernestan, Hem Day, Ida Mett, Ch. Plisnier, F. Liebars, W. Van Overstraten, etc., encore L. Bertoni (de Suisse), Fred Montseny (d'Espagne), etc.

⁂

Lorsqu'au premier grand procès de Moscou, en 1936, on entendit les vieux bolcheviks s'accuser de crimes inouïs, de sabotages catastrophiques, de trahisons conçus et consommés dès 1917, nous attendîmes en vain une réaction valable des plus indiscutables champions de l'antifascisme.

Les juristes de la Ligue des Droits de l'Homme reconnurent, avec l'objectivité de spectateurs impartiaux, la parfaite régularité de la procédure soviétique. Jean Guéhenno, par excès de scrupule ou par respect du Front populaire, se refusait à prendre parti. Oreste Rosenfeld, alors rédacteur en chef du *Populaire*, injuriait les trotskystes indiscrets qui troublaient l'émouvant renouvellement de l'alliance franco-russe.

C'est au Syndicat national des instituteurs que j'éprouvai mes pires déceptions. Au bureau, je crois bien que Cornec et Rollo furent seuls à se joindre à moi, sans réserves. Vivès, que sa probité intellectuelle et son courage placèrent souvent à la pointe du combat syndicaliste et pacifiste, victime sans nul doute de la légende jacobine, ne jugeait pas invraisemblables les intentions prêtées à l'opposition et les aveux de ses représentants. La preuve que tout n'était pas faux dans l'accusation, c'est que les accusés n'avouaient pas tout !

Vivès a-t-il réalisé plus tard que la technique des tortionnaires n'atteignit la perfection que dans les procès d'après-guerre, où l'on entendit Rajk — stalinien orthodoxe et ministre stalinien implacable de Hongrie jusqu'en 1948 — impliqué dans les prolongements de la scission yougoslave, déclarer formellement à son procès qu'il n'était, depuis les débuts de sa carrière politique, qu'*un agent stipendié des polices réactionnaires.* Ce pendu... « du diable entendu » a-t-il déconcerté les juristes démocrates, ébranlé par les confessions incomplètes des premiers procès de Moscou ? Rappelons que Rajk bénéficia l'un des premiers d'une réhabilitation posthume et éclatante. On lui accorda des funérailles nationales auxquelles participa la grande majorité de la population de Budapest. Prélude à l'érection du monument que Khrouchtchev veut dresser à la mémoire des victimes de Staline. Et il faut quelque impertinence pour rappeler que si Staline a fait assassiner Rajk, Khrouchtchev a déporté la veuve de Rajk et fait assassiner Imre Nagy et le général Maleter...

Cependant en 1936, Delmas, alors secrétaire général du syndicat, trop lucide pour être dupe, trop prudent pour s'engager à ce moment dans l'opposition directe au parti stalinien — aile marchante du Rassemblement populaire — s'en tira par d'ironiques allusions à l'insécurité des gouvernants de Moscou, menacés par les boulons arrachés des rails et le verre pilé introduit dans leur caviar... Mais, ni les procès de Moscou, ni la liquidation en Espagne des héros du POUM n'ébranlèrent la majorité du bureau et du congrès du Syndical national. Menée par Gilbert Serret — tombé sous l'occupation nazie — avec une fermeté inébranlable — la minorité de *l'Ecole Emancipée* se signalait alors par sa persévérance antistalinienne... Depuis, elle n'a jamais dénoncé de crime stalinien que... si elle pouvait aligner en face quelque brutalité américaine.

(3) Cf. « R.P. » du 10-1-1935 : la signification de l'assassinat de Kirov, par Yvon. A cette date, la grande purge était seulement prévisible. Yvon commente les informations publiées sur l'enquête dans la presse soviétique. Il ne pouvait affirmer alors que l'assassinat était machiné par Staline. Mais il dénonce déjà l'opération montée contre d'ex-oppositionnels. Et surtout il expose le cas des 14 « terroristes » — les premiers accusés et fusillés — des jeunes de 29 à 38 ans, appartenant donc à la même génération que Kravchenko (l'auteur de *J'ai choisi la liberté*), nés à la vie politique après la Révolution d'Octobre 1917. Il est intéressant de noter que l'état d'esprit de ces jeunes analysé par Yvon ne diffère pas de celui traduit par Kravchenko dix ans plus tard. Rappelons encore qu'un mois après l'assassinat de Kirov, on comptait déjà 119 fusillés dont 105 sans aucune information sur les motifs de l'exécution.

(4) « Va-t'en à Mexico » (où Trotsky résidait), cria-t-on à Charbit, qui répondit : « Je salue le Mexique, qui a été le premier pays à aider les révolutionnaires espagnols sans essayer de s'emparer de leur mouvement et qui a donné refuge au plus grand révolutionnaire vivant. » L'interrupteur n'était autre que le citoyen Brout, alors secrétaire de la fédération du Bâtiment et député communiste, qui a fini, en compagnie de son ami Gitton, au service de Hitler.

Légalité soviétique

Les juristes et les jacobins français de 1936 s'honoreraient en reconnaissant publiquement leur déplorable aberration. M. Khrouchtchev a cité le cas de Svanidzé, frère de la première femme de Staline, vieux bolchevik, ami intime du dictateur, qui fut condamné à mort comme espion des Allemands. On lui aurait promis le pardon s'il le demandait. Il protesta de son innocence et fut fusillé. « Cet orgueilleux est mort sans demander pardon », disait Staline qui — selon M. Khrouchtchev — *n'avait même pas pensé que Svanidzé pouvait être innocent.* »

Les mêmes juristes et jacobins démocrates — aussi naïfs que les économistes « soviétologues » — ont accepté avec complaisance les commentaires staliniens sur la Constitution et le droit soviétiques... présentés en normalisation des pouvoirs issus de la Révolution... comme les autres basaient leurs pronostics quant à l'expansion soviétique sur les statistiques forgées à Moscou. Nous avons encore cité M. Khrouchtchev dénonçant les... « mensonges de Malenkov (qui avait célébré les progrès de l'agriculture), le bluff des rapports présentés par les responsables de l'industrie. On a menti, on a bluffé jusqu'à ce que M. Khrouchtchev impose ses vérités... provisoires, que lors d'un nouveau tournant, on rectifiera avec une égale conviction.

M. Chelepine, président du Comité de la sécurité de l'Etat, a démontré au 22[e] congrès la responsabilité des « antiparti » dans « *les répressions de masse, et notamment dans l'anéantissement physique de nombreux cadres et de personnalités éminentes du parti, de l'armée, de l'Etat et des Komsomols* ». Ces hommes : Molotov, Malenkov, Kaganovitch et Vorochilov « *ont disposé de façon inhumaine des destinées de gens innocents jusqu'au jour où Beria a été démasqué... et ils étaient hostiles au rétablissement de la légalité socialiste dans le pays, de crainte de voir révélés les forfaits qu'ils avaient commis contre notre peuple.* »

C'est Lazare Kaganovitch « *qui a élaboré le projet d'organisation de tribunaux d'exception* « Et M. Chelepine a déterré le cadavre du sinistre Vichensky, le diabolique procureur des procès de Moscou, qui, promu au grade de commissaire adjoint aux Affaires étrangères, fut pompeusement reçu à Paris par les juristes démocrates de la Ligue des Droits de l'Homme. Pour lui, ajoute le responsable de la Sécurité : « *le droit se réduisait à la coercition et les aveux suffisaient à prouver la culpabilité.* » Et aucun juriste démocrate ne s'en était aperçu... On imagine que les fils et petits-fils dégénérés des dreyfusistes de 1900 vont célébrer la vertu de ces libérateurs, comme ils s'inclinaient hier devant l'autorité de Staline. On ne pensera pas à commenter la surprenante application de cette légalité qui n'a accordé ni à Béria, ni aux boucs émissaires de l'anti-parti,, les garanties élémentaires dont ont joui à Nuremberg les monstrueux valets d'Hitler. On ne dira rien du rétablissement récent de la peine de mort contre les délits d'ordre économique. Et dans *le Monde* du 24-10-61, si M. Paul Auer, ancien ministre de Hongrie, célèbre avec une émotion bouleversante l'anniversaire de l'insurrection hongroise de 1956, dans une colonne voisine, M. André Fontaine classe parmi les alliés sincères, *les plus induscutablement humains de M. Khrouchtchev* (sic !), le fameux Kadar, de Hongrie, aussi lâche et vil devant son maître qu'il fut féroce et ignoble dans l'assassinat des leaders de l'insurrection.

Ce qui devient *faible* est *injuste.* Ce qui reste *fort* devient *juste.* Le même M. Fontaine accorde encore que si l'usage du pouvoir par M. Khrouchtchev est plutôt rassurant... le dictateur jamais rassuré se résoudra sans doute à de nouvelles purges. Pourvu que la Hongrie ne soit pas privée de son satrape... indiscutablement plus humain que... les autres !

***

Notons encore deux informations rétrospectives, publiées au cours de ce congrès. D'après M. Khrouchtchev, Ordjonikidzé se serait suicidé. Relisez Kravchenko : *J'ai choisi la liberté.* Le rôle d'Ordjonikidzé y est mis en relief, comme celui d'un stalinien assez féroce mais assez clairvoyant et disposant d'assez d'autorité pour contrarier les desseins du tyran...

Mme Fourtseva accusa Kaganovitch d'avoir froidement fait exécuter 350 cheminots, il y a plus de vingt ans.

La *R.P.* publiait le 25-1-1935 *une lettre de L. Cancouët, secrétaire du Syndicat confédéré des cheminots de Paris-Etat rive gauche, adressée à l'ambassadeur de l'U.R.S.S. et protestant contre l'arrestation de cheminots à la suite d'un accident survenu aux environs de Rostov.* Le chef de gare fut condamné à mort et M. Louis Aragon écrivit à cette occasion que « *c'était là la mesure suprême de défense sociale* ».

Nous dédions cette dernière notation, sans autres commentaires, à ceux qui nous ont reproché nos « rabâchages »... aussi aux esthètes délicats qui placent Aragon parmi les bons poètes français. Après tout, pourquoi pas ?... Un gracieux chien de race peut fort bien aboyer à la lune après avoir trempé voluptueusement son museau dans la boue et le sang !

Parmi les desservants du culte...

On nous accusera peut-être d'outrecuidance. Nous aurions tout annoncé, tout prévu. Nous serions les seuls à avoir décelé la vérité. Et nous réclamons pour nous le monopole exclusif de la clairvoyance et du courage intellectuel.

On se trompera. Et la composition actuelle du noyau atteste notre répugnance pour le purisme et le monolithisme. Parmi ceux de notre génération qui ont rejoint les fondateurs de la *R.P.*, il en est qui n'étaient pas d'accord avec nous, soit en 1920, soit en 1925, soit en 1929, soit en 1936... même en 1945. *Notre seule originalité c'est d'avoir, dès l'origine de notre revue, jugé le stalinisme comme le pire danger pour le mouvement ouvrier, la négation absolue de notre idéal révolutionnaire.* Il est des zélateurs de l'Eglise protestante qui opposent à la Révélation divine, immédiate, mystérieuse du dogme catholique, une sorte de révélation progressive jusqu'à la connaissance parfaite de l'absolu divin. Certains n'ont pas vu ce qu'impliquait la bolchevisation de 1924. Certains n'ont pas voulu se poser de questions paralysant leur détermination et retardant le choix décisif pour l'action. D'autres, qui voyaient et pensaient comme nous depuis longtemps délibérant intérieurement à chaque tournant grave, ont toujours opté pour la discipline du Parti jusqu'à la rupture brutale et définitive avec celle-ci — et seuls sont allés vers nous ceux qui ne voulaient « ni se soumettre, ni se démettre... » « ni sacrifier la doctrine au Parti, ni renier la doctrine en fuyant le Parti. »

Il n'y a dans notre jugement rétrospectif aucun complexe de supériorité s'exerçant au détriment des militants, des partisans longtemps abusés ou volontairement soumis aux nécessités de la bataille. Ceux-ci ont payé de leur personne, ils ont

subi le choc désespérant du soldat qui ne reconnait plus son drapeau... Soldats d'hier sans que « l'espoir les berne de ce fameux bâton qu'on a dans sa giberne », ils sont devenus des francs-tireurs qu'aucun uniforme ne protège.

Les plus grands coupables à nos yeux d'une monstrueuse duperie qui nous oblige à rabâcher de vieilles histoires pour les générations successives, ce sont les « intellectuels » de la zone sympathisante, qui n'ont jamais accepté pour eux-mêmes les servitudes et les activités imposées aux partis stalinisés, qui ont prolongé l'imposture pesant sur les ouvriers d'ici.

Ceux que nous accusons, ce sont les professeurs qui ont diffusé... impartialement et discuté... « objectivement » les thèses et les statistiques fabriquées sous Staline... sans tenter de les confronter avec la réalité. Ce sont les publicistes et les politiciens qui ont composé des éloges « nécrologiques » de Staline, despote éclairé et nécessaire, sans essai de critique sérieuse, sans risquer la moindre allusion au « passif » du bilan, sans aucune réprobation d'une « déification » encombrant la presse communiste avant et après la mort du tyran, comportant des effusions « poétiques » et oratoires, tellement grotesques que Pierre Dac n'aurait pas osé les présenter en ses plus grossières loufoqueries.

Ceux-là parlaient-ils et écrivaient-ils quoiqu'ils sachent ou sans qu'ils sachent ce qu'ils devaient savoir. Est-il donc si difficile d'obtenir la traduction de la presse russe officielle ? Lorsque les savants antilyssenkistes furent proscrits et liquidés, on lisait dans *la Pravda* du 27-8-48 un message à Staline du presidium de l'Académie des Sciences qui : « *s'adresse à Vous notre maître et chef bien-aimé et vous exprime sa reconnaissance pour l'attention et l'aide que Vous accordez quotidiennement à la science soviétique, ainsi qu'à nos savants.* »

La *Literatournaia Gazeta* (organe de l'Union des Ecrivains soviétiques) du 25-12-48, écrivait : « *La littérature soviétique se doit d'être digne du peuple qui monte vers de nouveaux triomphes sous la conduite du Grand Staline.* »

L'Union des musiciens soviétiques selon *les Izvestia* du 30-12-48... « *avec une émotion* énorme *et* unanime *exprimèrent leurs hommages au Grand Chef et Maitre du peuple soviétique : le Tovaritch I.V. Staline.* »

La Pravda du 25-9-1948 découvre « *les résultats gigantesques obtenus par l'urbanisme soviétique qui est la concrétisation de la sollicitude stalinienne pour l'homme soviétique.* »

La revue tchécoslovaque *Tvorba* du 29-11-51 dans une étude publiée sous le titre : « *La victorieuse science militaire de Staline* », *précise péremptoirement qu'est née avec l'U.R.S.S. une nouvelle théorie militaire dont le créateur est* « *le génial capitaine de la guerre, le généralissime Staline* ».

On nous affirme aujourd'hui que la mégalomanie de Staline, après la victoire de 1945, a provoqué la naissance de ce culte délirant de la personnalité. Cependant, c'est en 1936 que l'on inventa des formules comme celles-ci : *le plus grand homme de la plus grande époque*. Et déjà l'aviateur Tchkalov disait *(Izvestia* du 18-8-1936) : « *Où paraît Staline, plus de ténèbres, un soleil éclatant luit.* »

Mais a-t-on osé soumettre des hommages aussi démentiels à des lecteurs français ? On remplirait un numéro de la *R.P.* avec des extraits de publications communistes — de chez nous — traduisant cette adoration hyperbolique. Dans le numéro de juillet 1956, nous avons rappelé — en parallèle avec le rapport de Khrouchtchev au 20e congrès — des citations de *l'Ecole et la Nation*, revue... « pédagogique du Parti communiste »... imprimées en 1953, au lendemain de la mort de Staline. Il n'est pas d'empereur romain, de potentat oriental, de Dieu qui ait bénéficié d'un tel tribut d'admirations. Staline était, suivant la progression : *le stratège génial, le grand disciple des grands maîtres, le grand maître, le plus grand savant et le plus grand éducateur de tous les temps, le père des peuples* ». Et un poète clamait que le nom de Staline « *était le pain de notre vie, qui nous aidait à vivre et à mourir.* » Nous l'avons déjà dit. Certes. Et nous le redirons, car ce qui paraît inconcevable, c'est qu'il ait fallu le réquisitoire de Khrouchtchev pour que l'on découvre le culte de la personnalité.

Et ce qui est encore plus inconcevable, c'est que sans aller jusqu'à ces outrances, sans les signaler et s'en affliger, des autorités compétentes les ont partiellement justifiées. M. E. Bonne, dans *l'Ecole Libératrice*, accordait à Staline le mérite de l'éducation du peuple russe, des découvertes de Pavloff, même de la fin de « la socialisation des femmes » (! ?). Le général Catroux s'inclinait devant « *le créateur de la Révolution russe et du Communisme* ». M. André Pierre le jugeait nettement supérieur à Churchill et à Roosevelt... Passons sur tous ceux qui ont vu en lui le « Deux ex machina » ayant forgé l'industrie russe et exterminé les armées allemandes (5).

L'universelle lâcheté

Car c'est là la question essentielle. Ces intellectuels, ces professeurs éminents, ces politiques avertis ont-ils péché par ignorance ?

C'est peut-être vrai et c'est singulièrement grave ; la légèreté et la candeur de gens chargés de former l'opinion publique, de guider « les masses », d'éduquer la jeunesse relèvent de l'abus de confiance et de la forfaiture. Et l'esprit critique commandait la dénonciation retentissante et répétée avec insistance de l'abdication intellectuelle que signifiait ce « *langage du despotisme dans les sociétés barbares* ». Comment expliquer que les journalistes du *Canard enchaîné*, si prompts à caricaturer les politiciens français et occidentaux, à repérer les petites vérités sordides et les défaillances méprisables, n'aient jamais été inspirés par les grotesques exhibitions des esclaves ivres du stalinisme ?

Et si léger, si candide que l'on soit, on connaissait depuis longtemps les horreurs d'un régime dont on savait aussi qu'il bafouait toutes les valeurs que nous avions servies. On comprend — sans la justifier — l'abdication de Pierre Hervé alors jeune militant communiste avouant (6) : « *Pourquoi, ayant confiance dans la direction du Parti, me serais-je soucié de me faire une opinion personnelle ? N'aurait-ce pas été déjà une manifestation de méfiance ?* » Mais ceux qui ne professaient certainement pas cette confiance aveugle, se sont-ils fait une opinion personnelle sur les purges en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires ? Si non, quel crédit peut-on accorder à leur lucidité politique ? Si oui, quel crédit peut-on accorder à leur courage ?

Car c'est, pour la majorité d'entre eux, de cela qu'il s'agit. Et de cela seulement. Staline et les staliniens c'était la puissance, le pouvoir absolu capable de dominer l'Europe, de terroriser les peuples — capable aussi d'imposer des mensonges

(5) Cf. article de Roger Hagnauer dans *Force Ouvrière* du 21-3-1953 : *Dialogue autour d'une statue.*

(6) Cf. « Dieu et César sont-ils communistes ? » (Pierre Hervé).

triomphants, de provoquer des huées fanatiques, de mobiliser des millions d'électeurs, de peupler de créatures serviles les coulisses des théâtres, les studios de cinémas, les couloirs des ministères, les offices universitaires.

Quoique l'on ait déclaré, les collaborationnistes décidés et virulents étaient rares sous l'occupation nazie — et vite repérés. Les staliniens sont nombreux et présents partout... dans le bureau ministériel où l'on manipule des dossiers secrets, dans le salon où l'on avilit une réputation, dans l'antichambre où l'on sélectionne les subventions, dans le journal respectable où l'on filtre et défigure les informations, dans la salle de meeting où, mobilisés massivement, ils assureront le succès d'un grand homme ou bafoueront son éloquence.

Alors non seulement on ne dit rien qui puisse les hérisser ou les provoquer — mais encore on frappe d'interdit, on boycotte les hommes courageux — seraient-ils des compagnons et des amis — qui ont instruit le procès des desservants du culte et de la personnalité du tsar rouge.

Il est bon que l'on entende parler en ces jours de liquidation du stalinisme *du Comité d'enquête sur les procès de Moscou* (7) qui se réunit à New-York et qui proclama, après des débats publics et contradictoires, la parfaite innocence des accusés — déjà fusillés pour la plupart — quant aux faits ayant déclenché la procédure.

Ce tribunal était présidé par le professeur *John Dewey*, le plus éminent des philosophes américains contemporains, un des rénovateurs de la pédagogie, qui — comme son illustre homologue le docteur belge Decroly — eut le rare mérite d'être un réalisateur, aussi bien aux Etats-Unis que dans les pays où l'entrainait son libéralisme et ses sympathies, particulièrement en U.R.S.S. et en Chine républicaine.

Lorsqu'il mourut, il y a quelques années, la presse française ne lui réserva que quelques vagues entrefilets. *L'Ecole Libératrice* négligea complètement le grand bonhomme qu'elle avait fait connaître la première aux instituteurs français, lorsque Georges Lapierre la dirigeait. *L'Ecole Emancipée* ne dit rien de l'éducateur, rien non plus du juge bénévole et généreux qui, à quatre-vingts ans, s'imposa le voyage à Mexico pour entendre Léon Trotsky à qui le territoire des Etats-Unis restait interdit.

Victor Serge nous a conté une aventure aussi avilissante pour l'esprit humain, lors de la mort à Mexico en 1943 du vieux marxiste allemand *Otto Ruhle*, combattant de la révolution de 1918, biographe de Karl Marx et auteur d'importants ouvrages marxistes. Il proposa à une revue sud-américaine un essai sur l'homme et sur l'œuvre. On accepta difficilement l'hérétique qu'il était. Mais lorsqu'il exprima son intention de signaler la participation d'Otto Ruhle aux délibérations du Comité Dewey, on lui opposa un « non-possumus » intransigeant et définitif. Il attribuait cette décision à une peur injustifiable, à classer dans « l'universelle lâcheté » des intellectuels qui comptera peut-être dans le bilan du stalinisme d'un poids aussi lourd que les montagnes de cadavres sacrifiés au Moloch rouge !

Le processus de déstalinisation

Cette liquidation que nous voulons complète des comptes du stalinisme, de ses agents et complices laisse sans réponse la question essentielle, c'est-à-dire les causes fondamentales et les objectifs de la grande opération entreprise par M. Khrouchtchev.

Comme toujours, il nous faut chercher la réponse non dans une manifestation strictement localisée dans le temps, mais dans le processus qui, débutant à la mort de Staline, n'est pas achevé huit ans et demi après.

Cette mort, d'abord, fut-elle naturelle ? On n'en sait rien. Le luxe des hommages rendus contraste avec la discrétion des informations sur l'agonie du dictateur. On savait que les exécuteurs des crimes étaient tous menacés — à commencer par Molotov lui-même. Dès les premiers jours du post-stalinisme, son héritier... « légitime » Malenkov perdait avec le secrétariat du Comité central communiste le contrôle de l'appareil. En juillet 1953, Beria était abattu entre deux portes. Malenkov fut déchu de ses fonctions gouvernementales. Et, en 1956, le vingtième congrès du Parti entendait le fameux rapport secret de Khrouchtchev.

Avant la liquidation de Beria se place l'insurrection de Berlin-Est. Après le rapport de Khrouchtchev, on assista à la révolte polonaise de Poznan, puis à la révolution hongroise sauvagement réprimée. Mais ce ne sont là que les séquelles les plus violentes de la déstalinisation. Il convient de noter des secousses peut-être plus profondes : des troubles en Tchécoslovaquie, les mouvements organisés sur tout le territoire soviétique dans les camps de concentration.

Il est évidemment instructif et amusant de collationner les « bobards » émergeant de la presse occidentale quant aux conflits internes à l'intérieur du bloc soviétique.

En 1918, H.P. Gassier publiait dans *le Canard enchainé* une sorte de danse macabre avec comme légendes les informations glanées dans les organes du bourrage de crânes jusqu'auboutiste : « Rappoport tue Savenkoff... Savenkoff tue Rappoport... Trotsky tue Lénine qui, dans un effort suprême, se soulève et tue Trotsky... »

On retrouvait ce style dans des articles sérieux et documentés, où s'agitaient des Khrouchtchev, Souslov, Malenkov, Molotov, Boulganine, Mikoyan, Vorochiloff dans une sarabande infernale, avec des interférences titistes, antititistes d'un Mao, mandarin impassible...

Il est simplement une observation indiscutable. C'est que Khrouchtchev a combiné une habile opération de repli sur le plan extérieur, cependant que derrière le rideau de fer il s'est assuré, avec la même habileté tenace que son maitre, le contrôle exclusif de tout l'appareil du Parti.

Publiquement, il s'affirmait comme un stalinien pur, qui avait pu critiquer les erreurs de Staline sans désavouer l'œuvre du grand chef marxiste. Il poussa même le cynisme jusqu'à attribuer le texte diffusé de son rapport au 20e congrès aux Services secrets américains. En même temps, il mobilisait, avec l'aide d'avions militaires, la majorité du Comité central pour éliminer la majorité du Politburo qui l'avait désapprouvé. Ce véritable coup d'Etat — si l'on s'en tient aux règles statutaires du Parti — détermina la campagne contre « l'Antiparti », menée à son terme, sans que les accusés aient joui des plus élémentaires possibilités de défense. Ce fut évidemment du « stali-

---

(7) Les débats et le verdict du Comité furent diffusés en France.

Deux meetings furent tenus à Magic City et à la salle Wagram, présidés, le premier par Monatte, le second par Charbit. Y prirent la parole : Georges Pioch, Félicien Challaye, Gérard Rosenthal, Pierre Naville, Frémont, Jean Rous, notre regretté Edmond Fronty... et Marcel Fourrier !

Notre ami Louis Simon nous racontait qu'il avait organisé à Pithiviers une réunion sur le même sujet avec le concours de militants socialistes, ceux-ci furent naturellement durement critiqués dans leur section.

nisme » modéré, car il n'y eut pas de purge sanglante. Mais Staline a suivi de 1924 à 1929 la même progression. Trotsky fut d'abord déchu de ses fonctions gouvernementales, avant d'être exclu du Parti, puis déporté, enfin assassiné. Les autres artisans de la Révolution d'Octobre subirent la même progression dans la persécution. Et avant même les aveux délirants des grands procès, les leaders oppositionnels s'étaient vautrés dans des confessions aussi misérables que celles de Boulganine et de Vorochilov aux deux derniers congrès khrouchtcheviens.

Clartés sur la démocratie soviétique

Une autre observation importante confirmant le caractère arbitraire des résolutions soviétiques : c'est l'irrégularité de la procédure au sein du parti dirigeant. Le Parti communiste russe, de la prise du pouvoir à la mort de Lénine, était orienté par un congrès annuel. Quatre congrès de 1924 à 1930. En neuf ans, de 1930 à 1939, c'est-à-dire pendant la grande purge, Staline convoqua le 16e, le 17e et le 18e congrès, soit trois congrès en neuf ans. Le 19e congrès se réunit en octobre 1952, soit après un intervalle de *treize ans*.

Le 20e congrès ne fut réuni qu'en 1956. Le 21e en 1958 était — parait-il — extraordinaire. Et le 22e vient de se clore. Cette chronologie traduit quelque imprécision dans la définition de... « l'ordinaire ». Elle s'adapte au contraire parfaitement à l'évolution interne du pouvoir soviétique. C'est-à-dire que le congrès souverain du parti dirigeant n'est convoqué que lorsqu'il doit consacrer le fait accompli.

Encore la forme est-elle respectée ? selon le principe de la dictature du Parti (car enfin quelle autorité constitutionnelle, légale a décidé l'éjection de la carcasse impériale ?). Sur le plan international, on se gêne moins encore. C'est au *congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S.* que l'on discute de l'orientation albanaise. Les délégués fraternels, invités d'honneur, approuvent bruyamment la cuisine de leur hôte... à l'exception du Chinois oubliant la politesse traditionnelle de son peuple. L'Internationale Communiste tenait sur le canapé de Lénine en Suisse. Elle ne s'agite aujourd'hui que dans l'éprouvette de Khrouchtchev.

Dans ces conditions, les débats — si l'on peut dire — du 22e congrès nous renseignent assez mal sur les causes des conflits internes et externes portés à l'ordre du jour. Il est abusif sans nul doute de n'y voir que des rivalités entre personnes et entre clans. Mais encore plus téméraire d'y déceler des influences idéologiques. Les spécialistes qui — telle Geneviève Tabouis autrefois — s'efforcent de psychanalyser les leaders et la foule soviétiques ne nous amusent même plus. Mais certains observateurs qualifiés et compétents nous étonnent encore en minimisant les disputes sovieto-chinoises qui leur semblent négligeables en face de l'unité doctrinale du monde communiste. Ils entretiennent ainsi — malgré des efforts valables d'éclaircissement — une monumentale imposture. La doctrine n'explique pas plus la politique de Khrouchtchev et de Mao que l'Evangile n'expliquait la politique du Pape, souverain temporel de Rome. Dans les deux cas, il ne s'agit que de justification *a posteriori*. Nos bons camarades trotskystes de la Quatrième Internationale, d'une incurable candeur, regrettent publiquement que Mao, dont les thèses sur la situation internationale se rapprochent des leurs, s'oppose à la déstalinisation. Ainsi prouvent-ils une admirable abnégation. Car si Staline avait pu réaliser tout ce qu'il voulait, il n'y aurait plus sur terre un trotskyste pour approuver le stalinien Mao.

Causes encore incertaines

Les initiatives de Khrouchtchev marquent-elles une fin ? Il est incontestable que l'expulsion de Staline du Panthéon et l'érection d'un monument aux victimes du stalinisme traduiraient en France tout autre chose qu'un changement d'équipe gouvernementale — le point cluminant d'un bouleversement révolutionnaire.

Il est tout aussi évident que la rébellion albanaise n'aurait pu éclater sans le soutien chinois, explicitement formulé et qu'une telle provocation apparaitrait en Occident comme le déchaînement de la « guerre froide ».

Il n'y a guère de précédent dans le passé du monde communiste, mais nous devrions être habitués à des surprises équivalentes, à des manifestations imprévisibles là où l'on ne connait jamais que la conclusion publique d'opérations secrètes.

D'autre part, des événements d'une telle importance ne peuvent se produire, sans une cause profonde, d'ordre social. Et on peut supposer que des conflits aussi sensationnels sur le plan international révèlent des tendances économiques ou... stratégiques divergentes.

C'est au sein du Parti totalitaire que les manifestations significatives se produisent. Il est donc fort possible que l'on assiste simplement à la fin d'une mutation interne de l'appareil — ou à l'avant-dernière étape. La dernière balayant les derniers héritiers de Staline. Khrouchtchev représente-t-il la masse conservatrice de la bureaucratie, menacée par des aventuriers ? ou au contraire des éléments nouveaux montant à l'assaut des privilèges de la caste dominante ? On a connu des phénomènes analogues en France pendant la grande période de transition qui va de 1815, même de 1795 à 1851... même à 1900. Le marxisme réduit à un schéma abstrait a quelque peu limité notre champ d'observation. On entend encore des maniaques de la doctrine affirmer que la lutte des classes n'existe plus en U.R.S.S. parce que le capitalisme privé a été aboli en droit et en fait. On entend ici des stratèges révolutionnaires pour Café de Flore, des prédicateurs de catacombes baser toutes leurs déductions sur ces deux postulats : on réalise le Socialisme en s'emparant de l'Etat. — L'Etat est l'instrument de la classe dirigeante et celle-ci groupe les capitalistes OU les salariés.

Là encore, là surtout, l'Histoire contrarie la logique. La formation d'un personnel politique républicain, la croissance du syndicalisme des fonctionnaires se sont jouées dans nos pays en marge de la lutte des classes. D'autre part, le droit du propriétaire — que ce soit le capitaliste ou l'Etat — est de plus en plus limité par le pouvoir du gestionnaire. Le bureaucrate qui entend maintenir les monopoles qui garantissent ses privilèges se heurte au technocrate qui ne veut et ne peut limiter la vitesse de sa machine. Contradiction entre des fonctions, conflit de générations qui ont sévi dans toutes les périodes de transition, que l'on retrouve en France au sein des entreprises nationalisées, des services publics, des industries protégées, même des exploitations agricoles, qui prennent d'autant plus d'acuité en U.R.S.S. que la centralisation de la puissance publique reste au point culminant, alors que l'on a procédé à une imparfaite décentralisation économique.

L'opposition albano-chinoise

Sur le plan international se révèle une contradiction analogue, plus grave peut-être. Au sommet, les interprétations des commentateurs occidentaux révèlent toujours la même aberration

foncière. On regarde les représentants des partis réunis à Moscou, et les gouvernants des démocraties populaires selon les mêmes normes que les délégués à un congrès socialiste ou les ministres occidentaux réunis à New-York ou à Bruxelles. Un speaker du journal télévisé répartissait les suffrages, comme un scrutateur d'assemblée. Tant de pays pour Khrouchtchev... tant de pays pour Mao... et des « douteux » qui s'abstiennent. A Moscou, ni Thorez, ni Ulbricht, ni Gomulka n'ont exprimé des opinions personnelles, encore moins les opinions collectives de leur parti ou de leur pays. Ils exécutaient des consignes reçues au Kremlin.

Seulement, il faut compter — dans les pays occidentaux — sur des réactions sentimentales, sinon idéologiques. Comme Lyon en 1794, Stalingrad n'existe plus en 1961. Ici, ce n'est pas la ville qui est condamnée, c'est le nom. Mais il est beaucoup plus difficile de détruire une légende que de l'entretenir. Le Pape et l'Empereur confondus en la même personne, on peut facilement soutenir le dogme par le bras séculier ; mais si le bras abat les colonnes du dogme, l'Empereur perd avec le titre de souverain pontife, l'infaillibilité pontificale... Et lorsqu'un grand schisme oppose deux ou trois papes, on peut prévoir la Réforme, la multiplicité des hérésies, la fin de l'unité religieuse... Surtout lorsqu'on peut déceler sous ces débats doctrinaux qui captivent nos amis trotskystes, de sordides marchandages politiques, économiques et stratégiques.

L'Albanie ? Mais depuis 1913, il s'agit d'un Etat artificiellement créé pour s'assurer le contrôle de l'Adriatique. Encore un très vieux problème qui se posait déjà au temps de l'orgueilleuse Venise, qui explique l'importance de Trieste. Créée d'abord par la Triplice pour contrarier l'expansion de la Serbie, vassale de la Russie tzariste, l'Albanie demeura après le traité de Saint-Germain, comme une sorte de « no man's land » entre l'Italie mussolinienne aux prétentions démesurées, la Yougoslavie soumise à l'influence française et la Grèce soumise à l'influence anglaise. Le roi d'Albanie devint bientôt un voisin docile pour Mussolini qui entendait inclure l'Adriatique dans la « Mare nostrum ». Pas assez docile cependant. En avril 1939, les troupes italiennes le chassèrent au cours d'une opération qui témoignait du bellicisme de l'Axe, autant que l'annexion presque concomitante de la Tchécoslovaquie par Hitler.

L'Albanie... « socialiste » fut une création titiste. Elle n'était liée à l'U.R.S.S. par aucun pacte. Pendant la guerre, les chefs du parti communiste albanais furent mis en place par Tito. En 1948, Staline se hâta d'arracher cette position redoutable à un ennemi qu'il aurait liquidé sans la crainte d'une intervention américaine. Une purge stalinienne ne laissa survivre des fondateurs du Parti que le seul Enver Hodja. Et toute l'économie de l'Albanie fut soumise aux nécessités stratégiques de l'impéralisme moscovite qui y installa une base sous-marine.

La déstalinisation devait normalement aboutir à la liquidation de ce rescapé anachronique. Seulement, Tito seul pouvait réaliser l'opération. C'était tout de même un trop gros risque pour Khrouchtchev. Alors depuis cinq ans le gouvernement de Moscou emploie la procédure ordinaire de pression économique. Enver Hodja a résisté, d'autant plus facilement que les groupes de partisans, les rebelles invaincus des montagnes albanaises ne peuvent vaincre, car ni Tito, ni l'Occident n'ont tenté de renouveler leur armement.

Si Khrouchtchev a braqué le puissant projecteur de Moscou sur la minuscule Albanie, si le chef de bande Enver Hodja résiste encore, ce n'est certainement pas pour des raisons idéologiques. Il est fort probable que l'initiative khrouchtchevienne est déterminée soit par la volonté de neutraliser Tito ou de gagner son alliance, soit d'abandonner une position coûteuse et inutile et un vassal indocile qu'on ne peut corriger.

Si Enver Hodja résiste avec de plus en plus de violence, c'est qu'il est l'instrument du gouvernement chinois. C'est là vraiment que l'incertitude domine. D'autant plus que les miracles successifs et contradictoires réalisés par le thaumaturge Mao Tse Toung aboutissent à une faillite incontestable. La Chine a acheté en 1961 5.600.000 tonnes de céréales au Canada et à l'Australie, ce qui ne permettra de vivre qu'à 6 % de la population adulte. Il y a sans doute des causes naturelles à cette disette catastrophique mais considérablement aggravées par l'inertie des agriculteurs. Et ces revers dans les campagnes ont été obligatoirement suivis de reculs également impressionnants dans la production industrielle. Alors ?...

Alors, nous voulons bien accorder aux trotskystes que Mao est orienté par une intransigeance révolutionnaire incompatible avec l'opportunisme de Khrouchtchev. Seulement cette intransigeance s'est affirmée jusqu'à présent par une succession d'expériences successivement abandonnées avant leur achèvement. En cela, il est bien le disciple de Staline... d'autant plus et d'autant mieux qu'il reste en place, alors que d'autres, beaucoup d'autres, payent les échecs de ses performances doctrinales.

Jusqu'à nouvel ordre, nos sommes donc excusables d'établir une relation de cause à effet entre l'alarmante situation chinoise et le stalinisme prolongé de Mao Tse Toung. Est-ce pression, sous forme de chantage, sur la grande amie soviétique, dont on attend une aide substantielle ? Est-ce opération de diversion ou même prodromes d'une solution désespérée ? Rien n'est assuré, mais rien n'est impossible.

Dans tout cela — dans tout — déstalinisation en U.R.S.S., conflits entre Khrouchtchev, Enver Hodja et Mao, nous ne décelons la présence ni de la classe ouvrière soviétique, ni des peuples albanais et chinois.

Nous en sommes toujours au prologue. La véritable révolution ne commencera que lorsque les travailleurs actuellement réduits au silence pourront et voudront intervenir. Et que nous n'entendions rien ne prouve pas qu'il n'y ait rien. C'est Monatte qui, au lendemain de la mort de Staline, écrivait ce qui peut servir de conclusion à notre article sur la mort du stalinisme : « *Le vieux militant de l'opposition ouvrière* (8) *est mort sans avoir vu le réveil de la force prolétarienne russe. Mais il n'a pas douté d'elle. Ce réveil tarde évidemment. Mais il finira par se produire. Que savons-nous de ce qui est en gestation en Russie ? Pas grand'chose de ce qui se passe dans la faible couche de profiteurs du régime totalitaire stalinien ? Rien de ce qui s'élabore au sein de l'énorme masse qui travaille et souffre au soi-disant pays du socialisme.* »

Roger HAGNAUER.

P.S. — Encore une observation.

Une bonne camarade militante, avant la guerre, du Parti Socialiste et du Comité Mondial des Femmes, participa à une délégation en U.R.S.S., quelques mois avant le premier grand procès de Moscou. Au Musée de l'Armée Rouge, elle demanda insidieusement pourquoi on ne nommait même pas Trotsky dont on lui avait dit qu'il fut le créateur de l'Armée Rouge. Leur garde, une vieille bolchevik, doublement sympathique parce qu'elle connaissait parfaitement le français et qu'elle avait fait le coup de feu pendant la Révolution, lui répondit gentiment : « Que voulez-vous, c'est la politique d'aujourd'hui, mais cela passera... ».

Et moi, en lisant tristement toutes ces choses...

Un argument employé fréquemment par les Européens d'Algérie et auquel, personnellement, je n'ai jamais été insensible, se formule ainsi « Vous qui n'avez jamais mis les pieds en Algérie, vous ne pouvez pas comprendre les problèmes qui se posent aux Européens qui y vivent ». C'est un argument irréfutable : je n'ai jamais mis les pieds en Algérie et je ne comprends pas ce que je considère comme l'aveuglement de la majorité des Français vivant en Algérie. Je ne me vante pas de ne pas comprendre ce problème ; mais, je dois bien l'avouer, il rentre dans la catégorie très vaste des problèmes que je ne comprends pas.

Si la polémique pouvait conduire quelque part, je ferais remarquer aux Français d'Algérie que, dans la plupart des cas, ils ne semblent pas comprendre du tout ce que peut être la question de l'Algérie pour les Français vivant en France. Mais c'est un peu le genre du débat qui consisterait à opposer « le malaise des civils » au « malaise de l'armée ». Je n'ai pas de goût pour ces occupations de vacances.

Je cherche donc à me documenter, pour essayer de comprendre. La presse est un premier moyen qui n'est pas sans valeur. *Le Monde* du 5-8-61 permet par exemple ce rapprochement instructif : 1°) Après certaines réclamations des ex-généraux et colonels condamnés qui étaient incarcérés à Clairvaux, le ministre de la Justice a décidé leur transfert à Tulle ; les militaires comploteurs auront l'avantage d'y être seuls, entre eux, entre gens du même monde. A Clairvaux, ils se trouvaient « dans un pénitencier dont la réputation leur paraissait peu compatible avec les raisons de leur propre condamnation » (je cite ici l'article). Cela est juste ; c'était faire trop d'honneur à ces militaires que de les mettre dans la prison où vécut Kropotkine ; on comprend que le souvenir de cet illustre prédécesseur les ait gênés. 2°) Dans un article intitulé « Pour un prisonnier », Claude Roy signale le cas de l'étudiant Ahmed Taleb, emprisonné à Fresnes depuis mars 1957 ; il est prévenu mais n'a jamais été inculpé de quoi que ce soit. De plus, il est gravement malade, une maladie qui se manifeste par une anémie croissante et qui ne peut être efficacement combattue à l'infirmerie de la prison. Tous les arguments médicaux et juridiques ont été présentés devant la chambre d'accusation de la Cour de Paris ; enfin le représentant du ministère public lui-même a exprimé un avis favorable à la mise en liberté provisoire. Celle-ci a été refusée par la chambre d'accusation. Qui persiste pourtant à n'accuser Ahmed Taleb de rien.

Il est possible, que je ne comprenne pas les problèmes des Européens d'Algérie ; mais je comprends qu'en France il y a deux justices, l'une pour les militaires jugés coupables, l'autre pour les Algériens non coupables mais Algériens. Cela porte un nom : discrimination raciale.

Certans vieux ouvrages peuvent aussi nous parler de notre temps et faute d'avoir mis les pieds en Algérie, je lis avec intérêt les *Notes du voyage en Algérie de 1841*, par Alexis de Tocqueville, pages 189 à 218 du 2e volume du tome V des œuvres complètes (Gallimard, Paris 1958). Voici la copie exacte de trois passages :

« *Le fait est qu'*aucune de nos colonies *n'a jamais dans* aucun *temps été traitée comme Alger. Toutes, sous une forme ou sous une autre, ont admis une action de la population locale ou tout au moins ont laissé aux autorités locales l'administration des revenus locaux. Alger est une singularité en mal, même au milieu de notre détestable système de colonisation.* » P. 205 (les mots soulignés le sont dans le texte).

« *Les Arabes nous ont tous tenu ce langage : — Tu admires nos troupeaux, mais à quoi nous servent maintenant ces troupeaux ? Nous ne pouvons plus les vendre et si nous pouvions les vendre, que ferions-nous de l'argent, nous n'avons plus de ville voisine pour y acheter ce qui nous est nécessaire. Nous sommes toujours à cheval et inquiets. La guerre nous rend très misérables, mais elle ne nous portera jamais à abandonner Abd-el-Kader. Les Français finiront seulement pas nous porter au désespoir et alors, perdant l'espoir d'une paix, nous leur ferons beaucoup plus de mal que nous n'en avons encore fait. Il dépend de nous de ne pas laisser une maison debout dans les environs d'Alger. On croit nous affamer en brûlant nos moissons. Abd-el-Kader fait cultiver beaucoup de blé sur les derrières et dans les endroits où les Français n'iront jamais.* » P. 208.

« *Le déjeuner chez le commandant* (*de la place de Philippeville*) *; c'est un colonel : « Il n'y a, Messieurs, que la force et la terreur qui réussissent avec ces gens-ci. L'autre jour, j'ai fait une razzia. Je regrette que vous n'y ayez pas été. C'était une tribu qui laissait passer sur son territoire des hommes qui venaient nous voler et nous assassiner. Du reste, je n'ai pas voulu pousser à fond les choses : après avoir tué cinq ou six hommes, j'ai épargné les bestiaux. Il y a même un homme de cette tribu de nos amis auquel on avait pris deux mulets, j'ai ordonné à un autre Arabe dont nous avions à nous plaindre de lui donner deux bœufs. Il n'y a que la terreur, Messieurs, qui agisse sur ces gens-là. L'autre jour un meurtre a été commis sur la route. Un Arabe qu'on soupçonnait m'a été amené. Je l'ai interrogé et ensuite je lui ai fait couper la tête. Vous verrez sa tête sur la porte de Constantine. Quant à vos prétendus colons de Philippeville, c'est un tas de canailles ; des gens qui se figurent que l'armée n'est là que pour leur faire faire fortune ; des voleurs qui ne seraient rien sans nous et auxquels, malgré cela, j'ai bien de la peine à faire monter la garde. Hier, j'ai mis en réquisition pour faire les foins leurs voitures et leurs chevaux et je leur ai annoncé que le premier qui s'y refuserait serait envoyé jusqu'à nouvel ordre au blockhaus des Singes (c'est un blockhaus isolé sur une montagne aride et brûlée) ! ». Tout cela était dit par un homme qui avait l'air du meilleur diable du monde. Un marin qui était là, et qui possède des terres, reprenait avec vivacité qu'on avait tort de traiter les colons de cette manière ; que, sans colonie, il n'y avait rien de stable et de profitable en Afrique ; qu'il n'y avait pas de colonie sans terre et qu'en conséquence ce qu'il y avait de mieux à faire était de déposséder les tribus les plus proches pour mettre des Européens à leur place.*

Et moi, écoutant tristement toutes ces choses, je me demandais quel pouvait être l'avenir d'un pays livré à de pareils hommes et où aboutirait enfin cette cascade de violences et d'injustices, sinon à la révolte des indigènes et à la ruine des Européens? » P. 217.

Ces réflexions, ces citations forment un ensemble trop peu cohérent pour me permettre une véritable conclusion. Je me contenterai d'une toute petite réflexion personnelle. Je ne doute pas des réactions des citoyens français en général quand ils lisent des textes semblables : je suis persuadé qu'ils désapprouvent sincèrement toute manifestation raciste.

Mais, d'autre part, c'est un film mexico-américain qui dénonce le racisme en Amérique (« La jeune fille ») et, en France, un jury (à Lyon) manifeste la plus curieuse mansuétude devant un crime raciste assez caractérisé. Surtout, je ne vois ici aucun effort comparable à celui de nos camarades syndicalistes des U.S.A. pour lutter contre les progrès du racisme.

Et moi, en lisant tristement toutes ces choses, je ne fais rien de plus qu'écrire, à mes camarades de la R.P., mon désarroi et l'affligeante expression de mon impuissance.

G. W.

TROIS CAS DE RÉPRESSION A CUBA

AQUILES IGLESIAS

Le camarade Aquiles Iglesias, bien que jeune encore, est déjà un vieux militant libertaire cubain. Pendant la dictature de Batista, il fut férocement persécuté pour ses activités révolutionnaires et se vit contraint de s'exiler au Mexique, où il fut arrêté pour avoir participé à l'organisation de plusieurs expéditions révolutionnaires vers Cuba. Ingénieur agronome, il fut fonctionnaire au Ministère de l'agriculture pendant la première période du gouvernement révolutionnaire. Il mit toute sa capacité professionnelle au service du régime révolutionnaire, jusqu'au moment où il exprima son désaccord sur les méthodes totalitaires adoptées, et plus encore sur la profonde pénétration communiste. C'est pour ce motif qu'il tomba en disgrâce et fut poursuivi par les nouvelles autorités.

Les nouvelles qui nous parviennent de Cuba nous apprennent que le camarade Aquiles Iglesias a été arrêté et condamné à de longues années de travaux forcés. Nous avons eu confirmation de son arrestation mais non de sa condamnation.

JOSE ACENA

Le camarade José Acena est un vieux militant libertaire, chef de service à la brasserie « La Polar » et professeur à l'Institut de la Vibora depuis de nombreuses années. Pendant la dictature de Batista, il s'opposa fermement au régime, milita activement dans le Mouvement révolutionnaire du « 26 Juillet » où il assuma la charge de trésorier au Comité de liaison de la province de La Havane. Il fut arrêté plusieurs fois par les services militaires de Renseignements et le Bureau des investigations et, lors d'une de ces arrestations, sauvagement torturé.

A la chute du régime de Batista, il prit une part active dans le travail révolutionnaire, tant politique que syndical, jusqu'à ce que le régime commence à adopter des méthodes totalitaires et communistes incompatibles avec ses conceptions. Cela le décida à rompre avec le Mouvement du « 26 Juillet » et le régime soi-disant révolutionnaire, et il fit part personnellement à Fidel Castro de son désaccord quant à l'orientation que prenait la révolution.

A partir de ce moment, il fut étroitement surveillé par la police jusqu'à son arrestation, qui remonte à trois mois environ. Il a été mis au secret et toutes ses activités ont été passées au crible. Nous apprenons maintenant seulement que José Acena se trouve dans les cachots du G. 2, dans les locaux occupés par cet organisme de répression, sur la V[e] avenue, à l'angle de la rue 14, à Miramar.

SANDALIO TORRES

Sandalio Torrès est un camarade sympathisant à nos idées. Paysan d'origine, ouvrier du bâtiment actuellement, il travaillait sur un chantier de l'Etat lorsqu'il fut arrêté il y a un mois environ. Ce camarade aussi lutta contre Batista, dans sa contrée, et se désolidarisa de la révolution lorsqu'elle prit un caractère totalitaire communiste.

Ayant exprimé son désaccord sur les lieux mêmes de son travail, il fut plusieurs fois admonesté par les membres du Comité de vigilance et les fonctionnaires syndicaux du régime, pour être finalement arrêté. Il se trouvait alors dans une ville de la province de La Havane et fut transféré à la prison de Pinar del Rio, sa province natale, où il a été soumis, quatre fois de suite, à l'atroce torture de l'exécution simulée pour l'obliger à déclarer qu'il militait dans des mouvements contre-révolutionnaires et à accuser certains camarades libertaires de complicité dans ses activités.

Le camarade Sandalio, qui est un paysan sans grande instruction, mais ferme dans ses convictions et très dur de caractère, n'a pas, à ce jour, été « brisé ». Mais il se trouve dans un inquiétant état de dépression nerveuse.

***

Trois cas qu'il faut poser à ceux qui se font les défenseurs inconditionnels du régime castriste. Trois cas qui ne relèvent ni de la « contre-révolution », ni ne concernent des défenseurs de Batista ou de l'impérialisme. Trois cas qui nous sont soumis par ceux qui demeurent fidèles à leurs conceptions révolutionnaires et conservent les yeux ouverts.

L. M.

MORT DE PEDRO ARRATIA

Pedro Nolasco Arratia Urrutia vient de mourir, à l'âge de 85 ans. C'est un morceau du mouvement ouvrier chilien qui a été enterré au cimetière général de Santiago, car depuis la fin du siècle dernier le militant anarcho-syndicaliste n'avait cessé de susciter, de créer, de soutenir les luttes et les organisations prolétariennes.

Les persécutions, la prison, l'exil, la relégation ne l'avaient jamais découragé et à la veille de sa mort, il animait encore des groupes de jeunes.

Il avait fondé la Fédération des Ouvriers du Livre (FOICH) qui participa à la plupart des combats ouvriers pendant un demi-siècle et qui demeure une des rares organisations syndicales saines d'aujourd'hui. Il avait aussi, au premier rang, mené au combat les bataillons de la jeune classe ouvrière chilienne. En 1905 contre la spéculation qui affamait la population pauvre. En 1911, en 1913, en 1920 dans les grandes grèves des travailleurs du salpêtre, des mineurs, des dockers et marins.

Dans les années de fièvre, il s'efforçait de réaliser des œuvres qui auraient demeuré. Ainsi, lors du putsch socialiste de Grove, il fonça vers les zones agricoles du Sud pour déclencher un mouvement de réforme agraire, et après l'effondrement du régime il se retrouva à l'île « Mas alla » avec une foule d'autres révolutionnaires relégués, dans des conditions littéralement épouvantables. « Nous ne pouvions dormir qu'armés de bâtons et dans un semi-sommeil, nous devions continuellement battre le sol pour empêcher l'assaut des énormes rats affamés qui infestaient l'île. »

Pendant les périodes d'apathie, Arratia ne se décourageait pas. Je me souviens de son obstination, en 1940, pour éveiller les « conventillos », ces nids à misère de la capitale, par une série de meetings en plein air, puis par des rassemblements de quartier, et finalement par une manifestation générale au centre de la ville. Ce n'avait été ni un échec, ni un succès. Quelque cinq mille ouvriers, dont beaucoup en haillons, encadrés par des carabiniers à cheval. Arratia marchait en tête, petit de taille, déjà vieillard par les traits, mais d'une extraordinaire ardeur juvénile. Après le meeting, il avait tiré les conclusions : « Recommencer, en mieux ».

Il ne laisse ni œuvre écrite, ni institution officielle à laquelle son nom serait attaché. Il ne laisse que le souvenir d'un ouvrier typographe qui fut fidèle à sa classe et qui ne la trahit jamais. C'est un héritage qui se dissipe aisément, mais qui ne se perd jamais entièrement.

L. M.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 2 OCTOBRE. — Allocution du général de Gaulle.

MARDI 3. — Les leaders des partis syriens approuvent le coup d'Etat militaire du 28 septembre.

Evasion de Henri Alleg d'un hôpital de Rennes.

MERCREDI 4. — Le parti communiste syrien salue le coup d'Etat du 28 septembre, tandis que le gouvernement provisoire algérien se déclare solidaire de Nasser.

Grève générale aux usines Ford aux Etats-Unis.

Attentat au plastic à la mairie de Puteaux.

JEUDI 5. — Le Congrès travailliste de Blackpool assure la défaite des neutralistes par 5.476.000 voix contre 846.000.

Le Comité directeur des Indépendants décide d'accentuer son opposition.

A Royan congrès du parti radical.

Le préfet de police interdit aux Musulmans de circuler de 20 h. 30 à 5 h. du matin et ferme les cafés pour Musulmans à 19 h.

SAMEDI 7. — A Berlin-Est évacuation d'un no man's land de 5 km le long de la frontière interzones.

Elections irlandaises : le parti gouvernemental perd la majorité absolue.

Grève générale de 24 h. en Argentine.

150 activistes réfugiés en Espagne sont placés sous surveillance.

MERCREDI 11. — Voyage à Paris du chah d'Iran et de l'impératrice.

Trente parlementaires musulmans dénoncent les mesures discriminatoires contre les Musulmans.

Avec les seules voix de la C..GT., Henri Raynaud est élu président de la F.N.O.S.S.

JEUDI 12. — Congrès conservateur anglais à Brighton.

A l'O.N.U. motion de censure contre l'Afrique du Sud.

Mouvement des dockers à Marseille.

Rupture des négociations entre le gouvernement d'Irak et l'Irak Petroleum Company.

A Berlin, sur la limite entre les zones le journaliste Kurt Lichenfstein est blessé mortellement.

VENDREDI 13. — Sanglants incidents à Oran (7 morts dont 6 Musulmans et 11 blessés).

SAMEDI 14. — La Syrie admise officiellement à l'O.N.U.

L'A.F.L.-C.I.O. blâme son vice-président noir Philipp Randolph, pour racisme noir.

Rapport de la Commission internationale des juristes sur les accusations portées contre des parachutistes à Bizerte.

MARDI 17. — Ouverture à Moscou du 22[e] congrès du Parti communiste soviétique.

A l'O.N.U. le Laos dénonce l'intervention du Vietminh et de l'U.R.S.S.

Rencontres des dirigeants du P.S.U. avec ceux de la S.F.I.O., puis avec le P.C.

Augmentation des salaires des mineurs de 4,5 %.

Dans la soirée à Paris 30.000 Musulmans manifestent contre le couvre-feu : 11.500 arrestations, 3 morts, plus de 60 blessés.

MERCREDI 18. — Khrouchtchev attaque le parti albanais au Congrès de Moscou.

Grève des cheminots, des électriciens et des gaziers.

JEUDI 19. — Nouvelles manifestations musulmanes à Paris et en banlieue : 2 morts à Colombes.

Nombreuses protestations de syndicats et de partis contre la répression des manifestants musulmans.

VENDREDI 20. — Manifestation de femmes musulmanes à Paris.

SAMEDI 21. — Le Parti albanais désavoue l'activité antimarxiste de Khrouchtchev.

La S.F.I.O. rompt les contacts avec le P.S.U.

Résultats officiels des élections turques : le Parti républicain du peuple l'emporte à l'Assemblée Nationale, le Parti de la justice au Sénat.

Marche des Flamands sur Bruxelles.

MERCREDI 25. — Congrès de l'Internationale socialiste à Rome.

L'île de Malte devient autonome, par décision de la Grande-Bretagne.

JEUDI 26. — Grève générale de la S.N.C.F. et des transports parisiens.

Admission à l'O.N.U. de la Mauritanie et de la Mongolie extérieure.

SAMEDI 28. — Incidents à Berlin entre Américains et Soviétiques.

Conférence de presse de M. Louis Joxe, en visite en Algérie.

Appel solennel de l'O.N.U. à l'U.R.S.S., voté par 87 voix contre 11, contre l'éclatement de la superbombe.

DIMANCHE 29. — Elections en Grèce. Importants progrès du parti gouvernemental.

LUNDI 30. — L'U.R.S.S. fait éclater la bombe de plus de 50 mégatonnes.

Le Congrès communiste soviétique décide de retirer le corps de Staline du mausolée de Moscou.

MARDI 31. — L'U.R.S.S. invite la Finlande à des consultations sur la défense commune des deux pays.

Des nationalistes basques sont condamnés à des peines de 5 à 20 ans de prison par le Tribunal militaire de Madrid.

Débat à l'Assemblée Nationale sur la répression des manifestations musulmanes.

Congrès de la Fédération de l'Education Nationale, à Paris.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1961

RECETTES :

Abonnements ordinaires	375,70	
Abonnements de soutien	190 »	
		565,70
Souscription		98 »
Vente au numéro		40,50
Vente des livres et brochures		61,92
Divers		19 »
Total des recettes		785,12
En caisse à fin septembre		2.367,06
		3.152,18

DEPENSES :

Impression et papier (R.P. septembre 61)		1.141,57
Frais d'expédition		94,90
Autres frais généraux		136 »
Divers		15 »
Total des dépenses		1.387,47
En caisse à fin octobre :		
Espèces	253,99	
Chèques postaux	1.510,72	
		1.764,71
		3.152,18

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bettendroffer (Seine-et-Oise), 30 ; Jean Gassiès (Landes), 25 ; Herrard (Paris), 100 ; Jean Josso (Cher), 10 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime), 25. Total : 190 NF.

LA SOUSCRIPTION

René Autuche (Alpes-Maritimes), 5 ; Michel Collinet (Paris), 5 ; Louise Ehrhard (Paris), 5 ; Albert Goldschild (Paris), 30 ; Germaine Goujon (Seine-Maritime), 5 ; Georges Lamizet (Paris), 10 ; Louis Mercier (Paris), 10 ; L. O..., 20 ; Jean Palix (Bouches-du-Rhône), 3 ; Jean Rannou (Seine-et-Oise), 5. — Total : 98 NF.